

**Rapport du Comité permanent sur l'application
et l'observation de la réglementation (SCIC)**

Version préliminaire¹ du rapport du SCIC-2025
adopté le vendredi 24 octobre 2025

¹ Par « préliminaire », on entend ici que le Secrétariat doit procéder à une dernière lecture du texte et à sa vérification.

Table des matières

	Page
Ouverture de la réunion	1
Organisation de la réunion	1
Examen des mesures et systèmes liés à l'application et à l'observation de la réglementation	1
Système de documentation des captures (SDC).....	1
Examen de la proposition du fonds du SDC	1
Mise en œuvre du SDC	3
Contrôle des navires	4
Activité VMS et mouvements des navires à l'intérieur de la zone de la Convention	5
Promotion de la conformité à la CCAMLR	6
Transbordements	7
Mise en œuvre du Système international d'observation scientifique (SISO)	8
Stratégie d'engagement des PNC	8
Propositions de nouvelles mesures de conservation et de mesures liées à la conformité	9
Mesure de conservation 10-03	9
Mesure de conservation 10-04	10
Mesure de conservation 10-09	10
Mesure de conservation 10-10	11
Mesures de conservation 21-01 et 21-02	12
Mesure de conservation 31-02	12
Mesure de conservation 51-06	12
Zones de nidification de poissons	13
Procédure d'évaluation de la conformité de la CCAMLR (CCEP)	13
Rapport provisoire de conformité	16
Rapport provisoire de conformité - Partie A	16
Mesure de conservation 10-03	16
Mesure de conservation 10-04	17
Mesure de conservation 10-05	17
Mesure de conservation 10-09	18
Mesure de conservation 22-08	19
Mesure de conservation 26-01	19
Mesure de conservation 31-01	19
Mesure de conservation 91-05	20
Rapport provisoire de conformité - Partie B	20
Évaluation de la MC 10-10	21
Pêche INN dans la zone de la Convention	21
Niveau actuel de la pêche INN	21
Listes des navires INN	22
Liste des navires INN-PC	22

Liste des navires INN-PNC	26
Notifications de projets de pêche	27
Avis du Comité scientifique au SCIC	29
Retard dans la récupération des engins de pêche	29
Dépassements de captures	29
Descriptions des engins de pêche notifiées	30
Arrivée précoce des navires dans la pêcherie de légine de la mer de Ross (sous-zones 88.1 et 88.2).....	30
Définition de l'étalonnage et de la standardisation	31
Nids de poisson	31
Évaluation de la deuxième évaluation de la performance	31
Autres questions	32
Tâches du Secrétariat	35
Clôture de la réunion	35
Appendice I : Écarts de conformité 2024/25	33
Appendice II : Liste proposée des navires INN des Parties non contractantes 2025/26	35
Appendice III : Liste proposée des navires INN des Parties contractantes 2025/26	36
Appendice IV : Tâches du Secrétariat	38

**Rapport de la réunion du Comité permanent sur
l'application et l'observation de la réglementation (SCIC)**
(Hobart, Australie, du 20 au 24 octobre 2025)

Ouverture de la réunion

1. La réunion du Comité permanent sur l'application et l'observation de la réglementation (SCIC) se tient à Hobart, en Australie, du 20 au 24 octobre 2025.
2. Le président du SCIC, A. Berry (Nouvelle-Zélande), ouvre la réunion, accueille les Membres et les observateurs et remercie le Secrétariat pour son appui. Ses remerciements s'adressent également aux Membres pour le travail accompli pendant la période d'intersession en vue d'une réunion productive et efficace.
3. Si toutes les sections du présent rapport contiennent des informations importantes pour la Commission, seuls les paragraphes résumant les avis du SCIC à la Commission sont surlignés en gris.

Organisation de la réunion

4. Le SCIC examine son ordre du jour, tel qu'il a été adopté par la Commission.

**Examen des mesures et systèmes liés à l'application
et à l'observation de la réglementation**

Système de documentation des captures (SDC)

Examen de la proposition du fonds du SDC

5. Le SCIC étudie le document CCAMLR-44/12, qui présente une mise à jour des dépenses effectuées en 2025 à partir du fonds consacré au système de documentation des captures de *Dissostichus* spp. (SDC) ainsi que trois propositions que le comité d'évaluation du fonds du SDC doit approuver.
6. Le SCIC rappelle plusieurs propositions approuvées lors de la 43^e réunion de la CCAMLR (CCAMLR-43) et mises en œuvre avec succès pour l'amélioration de l'e-SDC ainsi que pour la formation au SDC en présentiel à Singapour. Le SCIC rappelle l'approbation lors de la 42^e réunion de la CCAMLR (paragraphe 18) de fonds destinés à soutenir la formation SDC en ligne en 2024 et 2025. Il note par ailleurs que deux ateliers en ligne ont eu lieu en décembre 2024 et que d'autres sont prévus pour la fin de l'année 2025. Le SCIC rappelle en outre qu'aucune demande de formation n'a été reçue de la part de Parties contractantes ou de Parties non contractantes (PNC) coopérantes.
7. Le SCIC note qu'aucun fonds n'a été dépensé pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action 2025-2026 relatif à la stratégie d'engagement des PNC (2025–2026) en ce qui concerne

la collaboration par le biais de la participation au SDC, et qu'il est prévu que ces fonds soient dépensés à la fin de 2025 et en 2026.

8. Le SCIC examine la mise à jour des résultats et des dépenses de l'atelier sur le SDC et le contrôle portuaire qui s'est tenu au Cap, en Afrique du Sud, en mai 2025 (CCAMLR-44/BG/07). Le SCIC félicite l'Afrique du Sud pour la réussite de l'atelier. Il note que 44 participants de neuf Parties contractantes et un participant d'une Partie non contractante (PNC) coopérante y ont pris part, et que les retours d'information ont été positifs. Le SCIC note que les participants ont formulé 24 recommandations dans un certain nombre de domaines : elles sont à l'étude par le SCIC dans le point de l'ordre du jour correspondant.

9. Prenant acte des exigences figurant à l'annexe 10-05/B de la MC 10-05 concernant la désignation d'un comité d'évaluation chargé d'examiner la proposition de dépenses du fonds du SDC et de formuler des recommandations à la Commission, le SCIC convoque un tel comité, composé de représentants de l'Australie, de la République de Corée (Corée), de la France, des États-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni.

10. Le comité d'évaluation du fonds du SDC remercie le Secrétariat pour sa proposition détaillée et recommande des dépenses issues du fonds de l'e-SDC pour couvrir les propositions suivantes :

- i) des ateliers de formation SDC en ligne, d'un montant de 10 000 AUD pour 2026 et 2027. Le comité rappelle les délibérations du SCIC sur l'élaboration de modules d'apprentissage SDC en ligne et demande au Secrétariat de poursuivre l'élaboration de ces modules en 2026 et 2027. Le comité observe que les contraintes actuelles en matière de ressources humaines freinent tout nouveau développement et demande au Secrétariat d'élaborer un programme de travail pendant la période d'intersession sur la manière dont cela pourrait être mis en œuvre en 2027.
- ii) formation au SDC en présentiel sur demande, d'une valeur de 60 000 AUD, à utiliser en 2026 et 2027 pour deux ateliers demandés par des Parties contractantes ou des Parties non contractantes (PNC) coopérantes.
- iii) un atelier régional d'engagement SDC/PNC au Moyen-Orient, d'une valeur de 120 000 AUD, pour 2026 ou 2027. Le comité souligne la nécessité d'inclure la participation de Parties contractantes, en particulier celles qui ont des liens commerciaux dans la région. Le comité observe que la proposition mentionne la prise en charge des frais de déplacement par les Parties contractantes (CCAMLR-44/12, paragraphe 15). Il recommande par ailleurs que les Parties contractantes qui souhaitent participer à l'atelier sur le SDC fassent une demande d'utilisation des 60 000 AUD approuvés pour les ateliers de formation SDC en présentiel.

11. Le SCIC remercie le comité d'évaluation du fonds du SDC pour son travail et approuve la proposition de dépense pour examen par la Commission.

Mise en œuvre du SDC

12. Le SCIC note le rapport de mise en œuvre du système de documentation des captures de *Dissostichus* spp. (CCAMLR-44/13) et note qu'aucun certificat de capture de *Dissostichus* spécialement validé (CCDSV) n'a été délivré ni aucun document frauduleux identifié.

13. Le SCIC observe les recommandations suivantes, émises par les participants à l'atelier sur le SDC et le contrôle portuaire qui s'est tenu au Cap :

- i) améliorer les résumés et l'extraction des données du e-SDC ;
- ii) renforcer les contrôles logiques pour les codes produits et les coefficients de transformation : cela nécessitera un examen par la Commission ou ses groupes de travail afin de convenir de coefficients de transformation standardisés ;
- iii) introduire un champ facultatif ou obligatoire dans les modèles de certificat d'exportation de *Dissostichus* (CED)/ certificat de réexportation de *Dissostichus* (CRED) destiné à enregistrer la vérification du poids au point d'importation ;
- iv) ajouter au modèle un champ destiné au nombre d'unités de produit ;
- v) permettre aux utilisateurs de fermer des documents ou à un responsable supérieur de bloquer l'utilisation d'un document à des fins d'exportation/de réexportation ;
- vi) réviser le paramètre actuel d'expiration annuelle des comptes utilisateurs (1^e mars) ;
- vii) envoyer des rappels automatiques pour les documents incomplets ; et
- viii) ajouter aux documents du SDC un champ dédié aux commentaires.

14. Le SCIC note qu'en ce qui concerne la recommandation ii) visant à renforcer les contrôles logiques des codes de produits et des coefficients de transformation, un groupe de travail d'intersession comprenant des spécialistes en la matière devra être convoqué. Le SCIC note par ailleurs que les coefficients de transformation sont également examinés par le Comité scientifique, et encourage les Membres à collaborer avec leurs collègues scientifiques sur cette question.

15. Le SCIC recommande la création d'un groupe de discussion d'intersession chargé de consulter des spécialistes en la matière afin d'examiner les recommandations susmentionnées de l'atelier du Cap relatives aux questions de SDC. Il charge le Secrétariat de prendre les dispositions nécessaires et de rendre compte de la mise en œuvre des recommandations relatives au SDC lors de la session 2026 du SCIC (SCIC-2026).

16. Conformément au paragraphe C9 de l'annexe 10-05/C de la MC 10-05, le SCIC examine le statut de Partie coopérante actuellement accordé à la Colombie, au Mexique, à Singapour et à la Thaïlande.

17. Le SCIC observe avec inquiétude que, depuis quatre ans, le Secrétariat tente de désigner un point de contact mexicain chargé d'organiser la formation au SDC. Le SCIC se penche sur la question de la révocation du statut de coopérant de la CCAMLR des Seychelles obtenu en

2017 et de Singapour en 2011. Le SCIC recommande à la Commission de demander au Secrétariat d'écrire au Mexique afin de lui demander de remplir ses obligations en vertu de la MC 10-05 et d'entreprendre une formation au SDC pendant la période d'intersession 2025-2026, soulignant que le non-respect de cette demande constituerait un motif de révocation de son statut de coopérant à la 45^e réunion de la CCAMLR.

18. La COLTO note avec une grande inquiétude qu'un acteur connu de la pêche INN reprend la pêche à la légine dans les eaux internationales au nord de la zone de la Convention, et qu'il a fait part de son intention de participer à la pêcherie de la mer de Ross. La COLTO note par ailleurs que le navire *Altar 11*, battant pavillon équatorien, pêche la légine dans l'Atlantique Sud-Ouest depuis mars 2025 à l'aide de filets maillants, comme l'indique le document du Secrétariat sur la mise en œuvre du SDC (CCAMLR-44/13). La COLTO exhorte le SCIC à faire preuve d'une grande diligence à l'égard de toute notification impliquant ces navires ou affréteurs, et encourage l'État du pavillon à faire preuve d'une transparence totale en ce qui concerne la propriété des navires, l'octroi de licences et la surveillance des opérations du navire.

19. Le SCIC remercie la COLTO d'avoir porté cette information à son attention et rappelle aux Membres que la gestion des navires relève de la responsabilité de l'État du pavillon concerné.

Contrôle des navires

20. Le SCIC examine la mise en œuvre de la mesure de conservation MC 10-03 et du système de contrôle pour la saison 2024/25, présentée dans le document CCAMLR-44/15, lequel indique que 124 contrôles au port et 24 contrôles en mer ont été effectués.

21. Le SCIC approuve la proposition du Secrétariat de convoquer un panel d'intersession consacré aux ressources dédiées aux contrôles. Le panel accordera la priorité à l'élaboration de ressources sur la base des résultats de l'enquête menée auprès des contrôleurs (CCAMLR-44/15, annexe 1), ainsi qu'à la fourniture de conseils et d'un appui techniques au Secrétariat durant leur préparation. Le SCIC note que le panel d'intersession mènera ses travaux au moyen d'un groupe de discussion en ligne dédié et lors de réunions virtuelles, avec la participation d'experts en la matière. Le SCIC demande au Secrétariat de prendre les dispositions nécessaires pour faciliter et soutenir les travaux du panel.

22. Le SCIC examine également les recommandations issues de l'atelier sur le SDC et les contrôles portuaires (CCAMLR-44/BG/07), organisé en Afrique du Sud, et recommande que le groupe de travail d'intersession sur les ressources dédiées aux contrôles examine les recommandations suivantes issues de l'atelier relatives aux activités de contrôle :

- i) l'élaboration d'une liste standardisée d'outils destinés aux contrôleurs ;
- ii) l'amélioration des modèles et formulaires de compte-rendu de contrôle ;
- iii) l'amélioration de la clarté sur le processus de transmission, au navire contrôlé, des comptes-rendus de contrôle portuaire et de contrôle en mer ;

- iv) l'élaboration d'une carte d'identité électronique CCAMLR pour les contrôleurs dans le cadre du Système de contrôle des navires, ainsi que la publication des numéros d'identification sur le site web de la CCAMLR ;
- v) le développement d'une évaluation standardisée afin de faire un point sur les risques éventuels que posent les navires entrant dans un port.

23. Le SCIC note les progrès accomplis dans le cadre du projet de comptes-rendus électroniques et approuve la poursuite de sa mise en œuvre. Le SCIC demande que la poursuite du développement tienne compte de l'intégration avec les bases de données internes de la CCAMLR, de la nécessité d'une capacité de saisie des données hors ligne, ainsi que de l'interopérabilité avec les systèmes de données externes pertinents, y compris le Système mondial d'échange d'information (GIES) dans le cadre de l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port (*en anglais*, PSMA).

24. Le SCIC affirme que, conformément aux responsabilités prévues à la partie A du compte-rendu du contrôle, cette section doit être remplie par le capitaine du navire lorsqu'il donne un préavis de 48 heures avant d'entrer dans un port.

25. Le SCIC examine le rapprochement effectué par le Secrétariat entre les données SIA et les bases de données des contrôles portuaires détenues par la CCAMLR (CCAMLR-44/BG/13), notant que cette analyse sert de référence pour évaluer les taux de contrôles réalisés par les Parties contractantes conformément aux exigences de la MC 10-03. Le SCIC reconnaît l'utilité de cette analyse et recommande au Secrétariat de l'effectuer chaque année. Le SCIC note en outre que les analyses futures devraient reconnaître les limites de la précision des données SIA et confirme que ces analyses ne doivent pas être utilisées à des fins de conformité.

Activité VMS et mouvements des navires à l'intérieur de la zone de la Convention

26. Le SCIC examine le rapport de mise en œuvre du système de surveillance des navires (VMS) présenté par le Secrétariat (CCAMLR-44/17) et note la mise en œuvre de la MC 10-04 par les Parties contractantes. Le document rend également compte des tests effectués par le Secrétariat dans le but d'élaborer un modèle de notification automatique des mouvements.

27. Le SCIC rappelle aux navires et aux Membres qu'ils doivent soumettre au Secrétariat des rapports sur les mouvements des navires dans le format spécifié à l'annexe 10-04/A.

28. Le SCIC approuve les modifications proposées par le Secrétariat à la MC 10-04 (CCAMLR-44/17, annexe 1) afin de clarifier l'exigence d'utiliser le format de l'annexe 10-04/A pour les rapports sur les mouvements des navires et d'améliorer les données requises.

29. Le SCIC approuve la poursuite des travaux du Secrétariat visant à mettre au point une notification automatisée des mouvements VMS, et souligne les avantages potentiels d'un tel système. Le SCIC exhorte le Secrétariat à accorder la priorité à ce projet. Certains Membres expriment leur intérêt à participer aux essais de ce nouveau système et demandent un calendrier qui permettra l'avancement du projet.

30. Le SCIC approuve la recommandation du Secrétariat visant à ne plus payer les rapports de position Inmarsat à partir de la saison 2025/2026, et demande aux Parties contractantes dont les navires continuent de présenter un compte-rendu à la CCAMLR via l'adresse électronique Inmarsat de veiller à ce que ces positions soient redirigées, ou que les exploitants des navires soient chargés de cette action.

Promotion de la conformité à la CCAMLR

31. Le SCIC accueille favorablement la présentation du Chili (CCAMLR-44/01) sur les activités de suivi, de contrôle et de surveillance (SCS) entreprises par le pays dans la sous-zone 48.1 au cours de la saison de pêche 2024/2025. En mer, le bâtiment naval *ATF-60 Lientur* a inspecté un navire en janvier, tandis que l'*OPV-83 Marinero Fuentealba* a inspecté dix navires battant pavillon étranger en avril-mai, tous en pleine conformité avec les mesures de conservation de la CCAMLR. En outre, deux vols de recherche ont mené des activités SCS aériennes au cours desquelles aucun navire de pêche ni aucun engin de pêche abandonné ou perdu n'ont été détectés.

32. Le SCIC remercie le Chili pour ses opérations de grande envergure dans la sous-zone 48.1, dans des conditions antarctiques difficiles. Le SCIC réitère l'importance du leadership opérationnel et des efforts partagés entre les Parties, notant que l'homogénéité et l'équité dans la mise en œuvre renforcent la confiance collective dans le respect des règles par les navires de l'ensemble de la flotte de la CCAMLR.

33. Le SCIC prend note du document CCAMLR-44/BG/15, qui fait le point sur les travaux entrepris par le Chili pendant la période d'intersession en tant que chef de file du groupe de discussion sur l'élaboration de lignes directrices relatives aux systèmes de suivi électronique.

34. Le SCIC note que de nombreux Membres mettent déjà en œuvre le systèmes de suivi électronique par le biais de processus nationaux, et note par ailleurs que les navires du groupe de clients qui prennent part aux activités SCS en mer de Ross et tous les navires membres de la COLTO mettent en œuvre un certain niveau de suivi électronique à bord. Le SCIC souligne l'importance pour la CCAMLR de compléter les pratiques SCS établies et de soutenir l'observation scientifique par la mise en œuvre du systèmes de suivi électronique.

35. Le SCIC encourage l'ensemble des Membres à répondre à l'enquête sur le systèmes de suivi électronique afin d'alimenter les discussions futures, avec pour ambition d'en voir les conclusions déboucher sur une approche de mise en œuvre progressive, guidée par une feuille de route claire et tenant compte des avis des différents Membres et parties prenantes.

36. Le SCIC remercie la Nouvelle-Zélande pour les patrouilles de surveillance aérienne qu'elle a effectuées au cours de la saison 2024/2025, comme indiqué dans le document CCAMLR-44/BG/21, et pour son engagement à mener de telles patrouilles régulièrement dans la région de la mer de Ross à l'avenir. Aucun navire ou activité INN n'ont été détectés, et aucun problème de conformité potentiel n'a été identifié parmi les treize navires observés.

37. Le SCIC accueille favorablement la présentation de l'Argentine (CCAMLR-44/BG/25) sur les activités SCS entreprises par le pays dans la sous-zone 48.2 au cours de la saison de pêche 2024/2025. Il note que dix navires engagés dans des activités de pêche au krill ont été identifiés et que les mesures de conservation de la CCAMLR ont été pleinement respectées,

d'après les rapports reçus. Le SCIC note par ailleurs que les contrôleurs de la CCAMLR déployés sur le brise-glace *Almirante Irizar* n'ont pas été en mesure d'effectuer des inspections en mer en raison de conditions météorologiques extrêmes, et ont donc entrepris des communications radio avec quatre navires de pêche sous licence de la CCAMLR afin d'obtenir des informations sur leurs opérations de pêche, informations qui ont été vérifiées dans les données détenues par la CCAMLR.

38. Le SCIC remercie l'Argentine pour les efforts qu'elle a consentis afin d'assurer des patrouilles de surveillance et des activités de contrôle au nom de la CCAMLR.

39. Le SCIC reconnaît la valeur d'un suivi de la conformité supplémentaire, qui pourrait améliorer la boîte à outils existante dans ce domaine, et soutenir les efforts des Membres en matière de respect des mesures de conservation, en particulier dans les circonstances où les contrôles en mer peuvent être limités par des conditions météorologiques défavorables. Le SCIC rappelle le document CCAMLR-43/BG/25 rév. 1, qui décrit l'élaboration des protocoles de contrôle par radio. Le SCIC accueille favorablement l'offre du Royaume-Uni de collaborer avec les Parties intéressées pendant la période d'intersession pour faire progresser ces mécanismes.

40. Certains Membres rappellent qu'en dépit de la MC 10-04, qui établit que, pour la pêche au krill, les navires ont jusqu'à 10 jours ouvrables à partir du moment où ils quittent la zone de la Convention pour communiquer les données VMS au Secrétariat, la majorité des navires de pêche observés transmettent les données VMS en temps réel.

41. Le SCIC prend note de la mise à jour fournie par les États-Unis sur la mission de patrouille de surveillance entreprise par les garde-côtes américain à bord du brise-glace *Polar Star* au cours de la saison 2024/2025, et note que cette mission apporte des informations concernant le repérage de navires dans la zone de la Convention lors du transit vers et depuis la station McMurdo. Le SCIC observe par ailleurs que, compte tenu du succès de cette première mission, les États-Unis ont l'intention de poursuivre leurs efforts cette saison.

Transbordements

42. Le SCIC examine la mise en œuvre de la MC 10-09 (CCAMLR-44/16), notant que 314 transbordements ont eu lieu entre le 1^{er} décembre 2024 et le 1^{er} août 2025, dont 160 concernaient des produits dérivés du krill.

43. Le SCIC considère que la conformité aux dispositions de la MC 10-09 est en baisse, mais relève que le taux de conformité global reste relativement élevé à 92 %. Il note par ailleurs avec inquiétude que certains navires de Parties contractantes se sont renseignés auprès du Secrétariat concernant le changement de pavillon vers des Parties non contractantes, ce qui constituerait un moyen d'éviter la mise en œuvre des mesures de conservation de la CCAMLR. Il ajoute que des mesures supplémentaires pourraient être nécessaires pour y remédier.

44. Le SCIC examine l'application de la MC 10-09 en ce qui concerne le transbordement de l'équipage, des observateurs et des autres membres du personnel, y compris leur équipement personnel. Il note qu'il existe des interprétations divergentes concernant l'application de la MC 10-09 et convient que la mesure ne précise pas clairement si ces activités sont couvertes.

45. Le SCIC observe la période prolongée pour laquelle les transbordements sont notifiés et examine l'application de l'exigence de fournir une notification 72 heures avant qu'un transbordement ne soit prévu au paragraphe 2 de la MC 10-09. Il considère qu'un certain nombre d'éléments opérationnels et environnementaux auxquels sont confrontés les exploitants de navires opérant dans la zone de la Convention constituent un facteur déterminant, et pourraient contribuer à des demandes de prolongation des délais de notification de la part des Parties contractantes.

46. Le SCIC s'accorde sur le fait que la mesure MC 10-09 doit faire l'objet d'une révision complète afin de la clarifier et de répondre aux questions entourant les exigences en matière de suivi et les défis opérationnels qui y sont associés.

Mise en œuvre du Système international d'observation scientifique (SISO)

47. Le SCIC prend note du document WG-FSA-2025/02, qui fait le point sur la mise en œuvre du Système international d'observation scientifique (SISO) de la CCAMLR pour la période 2024/2025. Rappelant la discussion qui s'est déroulée lors de sa réunion 2024 (SCIC-2024, paragraphe 88), il observe qu'aucune action spécifique n'a été identifiée comme devant être examinée par le SCIC à ce stade et souligne l'importance que continue de revêtir le Système international d'observation scientifique.

Stratégie d'engagement des PNC

48. Le SCIC note l'évaluation de la mise en œuvre de l'actuel plan d'action 2025-2026 relatif à la stratégie d'engagement des PNC (CCAMLR-44/BG/11), approuvé par la Commission lors de sa 43^e réunion (CCAMLR-43, paragraphe 7.30).

49. Le SCIC reconnaît l'importance des efforts assidus du Secrétariat pour développer des relations avec les Parties non contractantes (PNC) afin de promouvoir leur coopération avec la CCAMLR et encourage la poursuite de ces efforts.

50. Le SCIC se dit préoccupé par le manque d'engagement de nombreuses PNC, notant que l'absence de réponse aux lettres du secrétaire exécutif limite l'efficacité de la stratégie, et encourage toutes les Parties contractantes à soutenir activement ces efforts d'engagement par le biais des canaux diplomatiques et des relations commerciales.

51. Le SCIC note l'engagement positif du Koweït et des Émirats arabes unis, et demande au Secrétariat de continuer à encourager ces dialogues ainsi que d'autres avec les PNC de la région du Moyen-Orient ayant exprimé leur intérêt. En outre, le SCIC approuve la poursuite de l'engagement avec les PNC dans la région de l'Asie du Sud-Est.

52. Le SCIC relève l'importance du transbordement dans le contexte de l'engagement des PNC et demande au Secrétariat de s'engager auprès des PNC qui fournissent des services de transbordement dans la zone de la Convention, afin de les aider à comprendre les mesures de conservation de la CCAMLR et à s'y conformer.

53. Le SCIC observe par ailleurs qu'un mécanisme permettant d'appliquer un statut de coopération aux navires de transbordement battant pavillon d'une PNC pourrait être envisagé ; un tel mécanisme nécessiterait toutefois un examen plus approfondi (paragraphe 43).

Propositions de nouvelles mesures de conservation et de mesures liées à la conformité

Mesure de conservation 10-03

54. Le SCIC examine la proposition avancée par l'Australie, la Corée, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande relative à la modification de la MC 10-03 (CCAMLR- 44/02 rév. 1) afin d'exiger des Parties contractantes qu'elles effectuent un contrôle sur tous les navires qui entrent dans leurs ports en transportant des ressources marines vivantes de l'Antarctique, y compris du krill ou des produits dérivés du krill capturés dans la zone de la Convention, et proposer une mise à jour de l'annexe 10-03/B. Les auteurs de la proposition soulignent que ces amendements permettraient à la CCAMLR de mieux savoir quels États du pavillon débarquent du krill et des produits dérivés du krill, et améliorerait sa capacité à assurer le suivi des échanges commerciaux de ces produits ainsi qu'à évaluer le respect des mesures de conservation applicables.

55. Le SCIC ne parvient pas à un consensus sur l'augmentation du taux de contrôle portuaire de tous les navires entrant dans les ports et transportant des espèces autres que *Dissostichus* spp. La Chine indique qu'elle est en faveur de stratégies de gestion durable, mais craint que cette proposition amplifie les risques. La Chine déclare que les captures dans les sous-zones 48.1, 48.2 et 48.3 sont raisonnables, inférieures à la limite de capture et correspondent à la période de faible demande des prédateurs. La Chine souligne en outre que certaines Parties contractantes ne respectent pas les exigences réglementaires en matière de contrôles portuaires concernant *Dissostichus* spp. et craint que l'augmentation du taux de contrôles portuaires des navires pêchant le krill n'entraîne une charge supplémentaire pour les États du port et ne crée des opportunités de pêche INN de *Dissostichus* spp. La Chine souligne que les contrôles portuaires concernant les dispositifs d'exclusion des mammifères marins à bord des chaluts et les mesures visant à atténuer la mortalité des oiseaux marins sont inutiles : les contrôles à bord couvrent déjà ces dispositifs, et les contrôles portuaires ne peuvent pas vérifier leur utilisation en mer.

56. Le SCIC étudie l'inclusion de codes de produits supplémentaires dans les comptes-rendus de contrôle portuaire figurant à l'annexe 10-03/B, notant que ces nouveaux codes représentent les différents types de produits sur les navires inspectés et augmentent la transparence des activités de pêche. Les amendements proposés ont été approuvés par le SCIC et renvoyés à la Commission pour adoption. Le SCIC ne parvient pas à un consensus sur les autres amendements de la proposition et la renvoie à la Commission pour un examen plus approfondi.

57. Le SCIC étudie en outre une proposition d'amendement de la MC 10-03, avancée par l'Australie, visant à améliorer les connaissances du Secrétariat sur les débarquements dans les ports, en exigeant que les navires transmettent les informations requises en vertu de l'annexe A de la MC 10-03 à la Partie contractante et au Secrétariat en même temps. L'Australie souligne que la proposition permettrait d'accroître la transparence et de mieux comprendre le nombre de visites de navires dans les ports, et qu'elle aiderait à déterminer le nombre et la localisation des

débarquements. Le SCIC note les discussions entourant cette proposition et note que les Membres continueront à la développer pendant la période d'intersession.

Mesure de conservation 10-04

58. Le SCIC examine la proposition des délégations de l'Australie, de la République de Corée, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni visant à modifier la MC 10-04 (CCAMLR-42/29 rév. 2) afin d'exiger des Parties contractantes dont les navires de pêche opèrent dans la zone de la Convention qu'elles soumettent leurs données VMS au Secrétariat de la CCAMLR au plus tard une heure après les avoir reçues. Les auteurs de la proposition notent qu'un tel changement rendrait l'exigence de déclaration VMS pour le krill et les autres pêcheries de la CCAMLR cohérente avec l'exigence relative aux pêcheries exploratoires à la palangre de la CCAMLR, qui, associées à la mise en place du système de documentation des captures, ont permis de prévenir efficacement le commerce illégal, non déclaré et non réglementé (INN) de la légine. Ils observent également que l'extension de cette exigence à toutes les pêcheries de la CCAMLR garantira l'intégrité et la légalité de l'ensemble des produits pêchés dans le cadre de la CCAMLR, tout en améliorant les capacités de suivi et de gestion de la pêcherie de krill de la CCAMLR.

59. La Corée souligne l'importance de la transmission en temps réel des données VMS pour un contrôle efficace des activités de pêche, notant que la plupart des navires communiquent déjà ces données directement au Secrétariat. La Corée souligne en outre qu'il est essentiel, du point de vue de la sécurité, d'assurer une transmission en temps réel à partir de tous les navires.

60. Certains Membres estiment que cette proposition présente une causalité non valide entre la fréquence de transmission et l'amélioration des résultats de la gestion du krill. Ces Membres observent en outre qu'il n'existe pas de risque identifié de pêche INN qui justifierait le changement proposé, et que les pratiques existantes garantissent déjà un niveau adéquat de sécurité et de supervision pour les navires opérant dans la zone de la Convention.

61. Le SCIC note l'avis du Secrétariat selon lequel l'établissement de comptes-rendus en temps réel n'augmenterait pas les coûts financiers et n'entraînerait pas une charge de travail accrue pour le Secrétariat.

62. Le SCIC ne parvient pas à un consensus sur cette proposition d'amendement de la MC 10-04 et la renvoie à la Commission pour un examen plus approfondi.

63. Le SCIC rappelle sa discussion sur l'amélioration de la transmission des comptes-rendus sur les mouvements de navires (paragraphes 27 et 28), en notant la proposition de modifier la MC 10-04 (annexe 1) pour clarifier l'obligation d'utiliser le formulaire de l'annexe 10-04/A pour les comptes-rendus sur les mouvements de navires. Les amendements proposés sont approuvés par le SCIC et renvoyés à la Commission pour adoption.

Mesure de conservation 10-09

64. Le SCIC examine la proposition de la délégation de Corée visant à modifier la MC 10-09 (CCAMLR-44/29) afin d'encourager les Parties contractantes et les Parties non contractantes

à fournir, dans la mesure du possible, les informations visées au paragraphe 2 de la MC 10-02 concernant les navires transporteurs battant leur pavillon qui mènent des activités de transbordement dans la zone de la Convention de la CCAMLR ainsi que la création d'un registre de la CCAMLR sur les navires transporteurs.

65. Reflétant les délibérations du SCIC sur le rapport du CCEP (paragraphe 100 et 116 à 122), le SCIC prend également en considération les points suivants :

- i) l'application de la période de notification de 72 heures requise pour les transbordements de ressources marines vivantes récoltées, d'appâts et de carburant ;
- ii) la notification au Secrétariat du transbordement de l'équipage, de l'observateur ou du personnel ainsi que, le cas échéant, de leur équipement personnel ; et
- iii) l'application d'une clause de force majeure, de détresse ou d'urgence médicale.

66. Le SCIC approuve la révision de la MC 10-09 et la renvoie à la Commission pour adoption.

Mesure de conservation 10-10

67. Le SCIC examine la proposition de la Corée de modifier le tableau de l'annexe B de la MC 10-10 (CCAMLR-44/30) afin d'y inclure une nouvelle catégorie, « Divergences d'opinion non résolues ». Cette catégorie s'appliquerait lorsque le SCIC ne parvient pas à s'entendre sur une désignation de conformité malgré tous les efforts raisonnables déployés. Dans de tels cas, la question de conformité sera transmise à la Commission et les discussions correspondantes figureront dans le rapport du SCIC. Cette approche permet au SCIC de consigner avec précision ses délibérations, d'attribuer des désignations de conformité en cas d'accord et d'adopter un rapport CCAMLR provisoire de conformité.

68. De nombreux Membres expriment leur soutien aux révisions proposées, notant qu'il s'agit d'une question d'efficacité et que le temps du SCIC serait mieux utilisé. Ces Membres font part de leur déception face à l'incapacité d'adopter un rapport de conformité les années précédentes.

69. La Chine observe qu'elle respecte l'objectif de la proposition, mais craint que cette dernière ne s'attaque pas à la cause première de la conformité, conduisant ainsi potentiellement les Parties contractantes à se soustraire à leurs responsabilités. La Chine se dit également préoccupée par le fait que les PC refusent de reconnaître leurs obligations.

70. La Russie reconnaît l'intention d'améliorer le processus et la procédure de conformité, mais craint que la catégorie supplémentaire ne réponde pas aux défis antérieurs liés à la non-adoption d'un rapport de conformité de la CCAMLR. La Russie note le rôle du président du SCIC pour décider si une question est insoluble ou pas et réitère la règle du consensus au sein de la CCEP.

71. Le SCIC ne parvient pas à un consensus sur cette proposition et la renvoie à la Commission pour un examen plus approfondi.

Mesures de conservation 21-01 et 21-02

72. Le SCIC examine la proposition de l'Union européenne (UE) pour l'amendement des MC 21-01 et 21-02 (CCAMLR-44/18). Les modifications proposées visent à préciser dans la MC 21-01 que la présence d'un observateur scientifique à bord est requise pour les nouvelles pêcheries, et à préciser dans la MC 21-02 que les observateurs scientifiques doivent être nommés conformément au Système international d'observation scientifique de la CCAMLR (SISO).

73. De nombreux Membres expriment leur soutien aux révisions proposées, mais certains Membres rappellent toutefois qu'aucune notification concernant de nouvelles pêcheries n'avait été soumise cette année, que ces pêcheries avaient un caractère plus scientifique et que l'exigence d'un observateur supplémentaire augmenterait les coûts de leur mise en œuvre.

74. L'UE explique qu'il serait souhaitable de mettre en place l'obligation d'avoir un observateur du SISO à bord pour les nouvelles pêcheries avant de recevoir toute notification desdites pêcheries, notant que la couverture des observateurs du SISO est un élément pertinent à prendre en compte par le Comité scientifique dans son examen du plan d'opérations de pêche et dans le développement du plan de collecte des données. L'UE relève que la présence d'un observateur du SISO à bord est essentielle pour garantir la collecte de données objectives et de haute qualité et d'autres informations concernant les nouvelles pêcheries.

75. Le SCIC ne parvient pas à un consensus sur les révisions des MC 21-01 et 21-02. Cette proposition est renvoyée à la Commission pour un examen plus approfondi.

Mesure de conservation 31-02

76. Le SCIC prend note de la proposition de la Fédération de Russie (Russie) (CCAMLR-44/31) visant à amender la MC 31-02 afin de clarifier les procédures de gestion concernant la remontée tardive des palangres après la fermeture des pêcheries des sous-zones 88.1 et 88.2. Certains Membres rappellent que cette question a été examinée lors des réunions 2023 et 2024 du SCIC, notant en outre que les suggestions de rédaction précédemment formulées sur cette question doivent être incorporées dans toute proposition future.

77. Le SCIC ne parvient pas à un consensus sur la révision de la MC 31-02, et la proposition est renvoyée à la Commission pour un examen plus approfondi.

Mesure de conservation 51-06

78. Le SCIC examine la proposition avancée par les délégations de l'Australie, des États-Unis, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni (CCAMLR-44/20 rév. 2) visant à actualiser la MC 51-06 afin qu'elle exige qu'au moins un observateur désigné en vertu du SISO soit présent à bord de chaque navire. Les auteurs de la proposition font remarquer qu'il est nécessaire d'exiger une collecte des données standardisée pour l'ensemble de la flotte de pêche afin de garantir une collecte des données solide et cohérente pour l'ensemble de la pêcherie de krill. En outre, le SISO comprend des dispositions visant à garantir la sécurité de ses observateurs.

79. La Chine estime que la proposition est discriminatoire à l'égard des observateurs nationaux et rappelle qu'un observateur national chinois a remporté un prix du SISO à la 43^e réunion de la CCAMLR. La Russie note par ailleurs que les tâches des observateurs diffèrent entre les pêcheries de krill et de légine, et qu'il n'y a aucun avantage à déployer un observateur du SISO en lieu et place d'un observateur national.

80. Le SCIC ne parvient pas à un consensus sur la révision de la MC 51-06. Cette proposition est renvoyée à la Commission pour un examen plus approfondi.

Zones de nidification de poissons

81. Le SCIC examine la proposition de l'Union européenne et de ses États membres (CCAMLR 44/21) concernant une nouvelle MC 32-XX visant à assurer la protection des zones de nidification de poissons et à promouvoir la recherche non destructive afin de comprendre leur importance dans la zone de la Convention CAMLR.

82. L'UE rappelle que cette proposition a été élaborée à la suite de la découverte de zones de nidification du poisson des glaces de Jonas (*Neopagetopsis ionah*) dans le sud de la mer de Weddell, et note que la proposition adopte une approche circumpolaire, conformément à la recommandation du Comité scientifique.

83. De nombreux Membres accueillent favorablement la proposition, rappelant que ce sujet avait été discuté de manière approfondie les années précédentes, soulignant la nécessité de protéger les habitats essentiels et réaffirmant que la protection de ces nids est une mesure cruciale pour la conservation. Notant que la question est à l'étude par le président du Comité scientifique (paragraphe 211), certains Membres déclarent être dans l'incapacité de soutenir la proposition à ce stade et notent que des travaux supplémentaires sont nécessaires.

84. Le SCIC ne parvient pas à un consensus sur cette proposition et la renvoie à la Commission pour un examen plus approfondi.

Procédure d'évaluation de la conformité de la CCAMLR (CCEP)

85. Le SCIC examine le rapport et l'analyse de la CCEP (CCAMLR-44/11 rév. 2) présentés par le Secrétariat, notant que les taux de conformité dépassaient 95 % pour la majorité des obligations évaluées. Le SCIC note également qu'une analyse comparative des rapports récents de la CCEP montre une stabilité générale dans le respect des mesures de conservation MC 10-04, 10-05, 26-01 et 91-05. Toutefois, le SCIC observe une augmentation du nombre d'écarts de conformité avec la mesure de conservation MC 10-09 au cours de la période 2023-2025.

86. Le SCIC note qu'un incident impliquant l'utilisation de feux d'artifice dans la région de la mer de Ross par le navire d'un membre de la CCAMLR en décembre 2024 a été signalé au Secrétariat. Certains Membres estiment que cette utilisation de feux d'artifice dans la zone de la Convention pourrait constituer une violation potentielle des mesures de conservation MC 26-01 et MC 91-05. En conséquence, le SCIC recommande à la Commission de revoir son

mandat à cet égard et, dans ce cadre, d'envisager l'élaboration d'une mesure de conservation visant à réglementer l'utilisation des feux d'artifice et des explosifs.

87. Le SCIC rappelle les circulaires COMM CIRC 24/138, 25/01 et 25/12 concernant plusieurs épisodes de conflits d'engins de pêche, et note que l'examen des mesures de conservation par le Secrétariat n'a pas permis de constater qu'une violation ait été commise. Le SCIC note également la préoccupation exprimée par l'Ukraine à ce sujet et l'importance qu'elle accorde à l'établissement de relations en tant que priorité nationale, tout en notant qu'aucun engin n'a été retiré lors de l'incident et que l'Ukraine continuera de suivre de près les activités de ses navires à l'avenir.

88. Le SCIC note qu'il serait utile, dans de telles circonstances, d'élaborer un protocole sur la conduite à suivre entre navires au sein de la CCAMLR, et invite la COLTO et l'ARK à envisager de promouvoir une initiative émanant de l'industrie à cet égard. La COLTO rappelle qu'environ 90 % des opérateurs pratiquant la pêche à la légine sont membres de la coalition et entretiennent des relations de travail bien établies. Elle indique qu'elle examinerait les moyens de promouvoir cette norme de coopération auprès des opérateurs qui n'en sont pas membres.

89. Le SCIC examine une demande du Secrétariat visant à fournir un avis concernant l'entrée précoce, avant l'ouverture de la saison, de sept navires sous licence dans les sous-zones 88.1 et 88.2 entre le 16 octobre et le 4 novembre 2024. Le SCIC note que certains navires sont entrés dans la zone jusqu'à 46 jours avant le début de la saison de pêche, en ajoutant que cette entrée précoce n'est actuellement pas interdite par les mesures de conservation (voir également les paragraphes 201 à 208).

90. Certains Membres font remarquer que les définitions nationales du terme « pêche » ainsi que celles utilisées par les organisations régionales de gestion des pêches peuvent inclure la recherche de poissons ou d'autres activités préparatoires.

91. De nombreux Membres expriment leur inquiétude concernant l'entrée de navires dans la zone avant le début de la saison et notent qu'il s'agit d'un changement important par rapport aux pratiques précédemment observées. Ils demandent en outre des informations complémentaires afin de mieux comprendre les motifs de ces entrées précoces.

92. La Chine se dit préoccupée par le fait que ces entrées précoces ne pouvaient raisonnablement pas être considérées comme une préparation à la saison de pêche et pouvaient constituer une entrée dans une zone fermée, ce qui, dans d'autres organisations de gestion des pêches, pourrait être considéré comme un indicateur d'activité INN.

93. De nombreux Membres soulignent qu'il pourrait être nécessaire de modifier la mesure de conservation applicable afin de remédier à la question de l'accès précoce aux zones de pêche avant l'ouverture officielle de la saison, et préconisent la poursuite des discussions pendant la période d'intersession.

94. L'Afrique du Sud note que toute modification de ce type devrait veiller à ce que les navires ne soient pas contraints de quitter une pêcherie déjà ouverte pour y revenir à la nouvelle date d'ouverture.

95. La COLTO appuie l'élaboration d'une mesure visant à traiter cette question.

96. Le SCIC note la demande de clarification du Secrétariat concernant le traitement, dans le cadre de la procédure d'évaluation de la conformité, des engins de pêche déployés à bord d'un navire lorsque ceux-ci diffèrent de ceux indiqués dans la notification des pêcheries ou de la licence de pêche.

97. Certains Membres indiquent qu'une certaine flexibilité devait être envisagée pour des raisons opérationnelles, tout en reconnaissant que tout changement devrait être limité et ne pas engendrer d'incidences néfastes sur l'environnement et l'écosystème.

98. Le SCIC estime que cette question relève d'un aspect technique et sollicite l'avis du président du Comité scientifique (voir paragraphes 198 à 200).

99. Le SCIC examine une demande du Secrétariat visant à clarifier si le rôle de contact de la CCEP pouvait être attribué à des représentants de l'industrie, en notant que les utilisateurs de la CCAMLR qui assument ce rôle sont sollicités par le Secrétariat tout au long de l'année sur des questions relatives à la conformité. Le SCIC réaffirme qu'il incombe à chaque Membre de déterminer à qui ce rôle est confié. Toutefois, le SCIC note également que seuls les hauts fonctionnaires désignés en tant que points de contact CCEP sont habilités à fournir des réponses aux projets de rapports de conformité.

100. Le SCIC examine la demande du Secrétariat visant à clarifier la manière de traiter, dans la procédure d'évaluation de la conformité, le transbordement de membres d'équipage malades ou blessés, en rappelant les précédentes discussions du SCIC sur la priorité de la sécurité de la vie en mer par rapport aux exigences de comptes-rendus. S'agissant du transbordement des membres d'équipage, des observateurs et d'autres personnels, y compris de leurs effets personnels, le SCIC note qu'il existe des interprétations divergentes quant à la mise en œuvre de la mesure de conservation MC 10-09. Le SCIC note en outre que la MC 10-09 ne s'applique pas au transbordement des membres d'équipage, des observateurs, du personnel ni de leurs effets personnels.

101. Certains Membres notent qu'il est généralement reconnu que les opérations de transbordement, lorsqu'elles ne font pas l'objet d'un suivi approprié, peuvent faciliter la pêche INN et des activités connexes. Ils soulignent l'importance de recevoir une notification à chaque rencontre de deux navires dans la zone de la Convention, que ce soit pour le transbordement de poisson, de fournitures ou d'équipage.

102. Le SCIC examine les recommandations suivantes, en lien avec la CCEP, issues de l'atelier sur le SDC et les contrôles portuaires qui s'est tenu au Cap (Afrique du Sud) :

- i) élaborer, dans le cadre de la mesure de conservation MC 10-10, un mécanisme visant à faciliter la résolution bilatérale entre les Parties à la CCAMLR, au moyen du projet de rapport sur le portail de la CCAMLR, avant que les projets de rapport ne soient renvoyés ;
- ii) autoriser le Secrétariat à utiliser des données en libre accès (*open source*) dans le cadre de la CCEP ;
- iii) reconnaître la distinction entre un observateur scientifique et un observateur de la conformité ;

103. S'agissant de l'élaboration d'un mécanisme facilitateur pour une résolution bilatérale, le SCIC estime qu'il n'est pas opportun de faciliter les discussions bilatérales via le portail en ligne CCEP de la CCAMLR et n'approuve pas la recommandation.

104. S'agissant de l'utilisation, par le Secrétariat, de données en libre accès dans le cadre de la CCEP, le SCIC note que ces données doivent être objectives et fiables avant d'être utilisées aux fins de l'analyse de la conformité. Le SCIC demande au Secrétariat d'examiner cette option avec la prudence requise et de lui soumettre des informations complémentaires en 2026.

105. S'agissant de la distinction entre les observateurs scientifiques et les observateurs de conformité, le SCIC note que la CCAMLR ne déploie que des observateurs SISO. Le SCIC rappelle que les observateurs SISO, en tant qu'observateurs scientifiques, se concentrent sur la collecte de données scientifiques. Le SCIC note également qu'ils ne devraient pas être chargés d'évaluer les questions de conformité, bien que les informations qu'ils recueillent puissent présenter une pertinence plus large, et rappelle qu'aucun observateur de la conformité n'est désigné au sein de la CCAMLR.

Rapport provisoire de conformité

106. Conformément au paragraphe 3i) de la mesure de conservation MC 10-10, le SCIC examine 73 écarts potentiels de conformité relatifs à neuf mesures de conservation différentes, tels que présentés dans le rapport de synthèse de la CCEP (CCAMLR-44/11 rév. 2). Après consultation, le SCIC adopte, en vue de son examen par la Commission, son rapport annuel provisoire de conformité (appendice I), conformément à la mesure de conservation MC 10-10, tout en notant qu'aucun consensus n'a pu être atteint au sujet de deux écarts de conformité. Pour la majorité des écarts, le SCIC s'accorde pour évaluer le statut préliminaire communiqué par la Partie contractante concernée.

107. Le rapport provisoire de conformité est structuré en deux parties. La partie A dresse la liste des écarts de conformité identifiés au titre de la CCEP, du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025. La partie B recense les écarts identifiés par la Commission comme nécessitant des informations supplémentaires de la part d'une Partie contractante dans le rapport de conformité de l'année précédente (CCAMLR-43).

Rapport provisoire de conformité - Partie A

Mesure de conservation 10-03

108. Le SCIC examine la mise en œuvre, par la Nouvelle-Zélande, du paragraphe 4 de la MC 10-03, qui exige des navires souhaitant entrer dans un port qu'ils donnent un préavis de 48 heures. Le SCIC approuve l'attribution, pour cet écart, du statut de non-conformité mineure (niveau 1) suggéré.

109. Le SCIC examine la mise en œuvre, par le Chili, la France, la Namibie et l'Afrique du Sud (un écart chacun), par la Nouvelle-Zélande (deux écarts) et par l'Uruguay (trois écarts), du paragraphe 5 de la MC 10-03, concernant l'obligation de procéder à un contrôle portuaire dans un délai de 48 heures après l'entrée au port. Le SCIC approuve le statut de conformité suggéré

pour les questions concernant la France et la Namibie et, pour les écarts concernant le Chili, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et l'Uruguay, un statut de non-conformité mineure (niveau 1).

110. En ce qui concerne les trois écarts relatifs à l'Uruguay, le SCIC note que le port de Montevideo peut être congestionné en raison du nombre important de navires entrants. L'Uruguay indique qu'en raison de contraintes de personnel, il applique une approche fondée sur le risque pour déterminer les priorités en matière de contrôle. L'Uruguay note par ailleurs qu'en tant que signataire de l'Accord sur les mesures du ressort de l'État du port (PSMA), il met en œuvre un certain nombre d'exigences préalables à l'arrivée, notamment la présentation de déclarations de cargaison, de listes d'équipage et de permis. Ces documents, conjointement avec les antécédents de conformité et les activités récentes du navire, sont examinés afin d'évaluer le niveau de risque de non-conformité associé à chaque navire. Le SCIC remercie l'Uruguay pour les informations fournies concernant la mise en œuvre de son approche d'évaluation des risques, et le Royaume-Uni indique qu'il ne partageait pas le point de vue selon lequel l'un des navires contrôlés présentait un « risque faible ».

111. Le SCIC examine l'application du paragraphe 8 de la mesure de conservation MC 10-03, relatif à la transmission au Secrétariat d'un rapport de contrôle portuaire au-delà de 30 jours après la date du contrôle, par le Chili, la Namibie et le Royaume-Uni (un écart chacun), l'Afrique du Sud (deux écarts) et l'Uruguay (trois écarts). Le SCIC approuve l'attribution, pour ces écarts, du statut de non-conformité mineure (niveau 1) suggéré.

Mesure de conservation 10-04

112. Le SCIC examine l'application de la mesure de conservation MC 10-04, qui impose aux États du pavillon de notifier au Secrétariat, dans un délai de 24 heures, chaque entrée, sortie et déplacement entre les sous-zones de la zone de la Convention, par la France, la Corée et l'Afrique du Sud, pour trois écarts chacun, respectivement. Le SCIC approuve l'attribution, pour les écarts relatifs à la France et l'Afrique du Sud, du statut de non-conformité mineure (niveau 1) suggéré. En ce qui concerne les questions relatives à la Corée, le SCIC approuve le statut de conformité suggéré pour deux d'entre elles. Il prend note des informations supplémentaires fournies dans la circulaire COMM CIRC 25/98 et révisé en conséquence le statut de conformité suggéré pour les autres écarts.

Mesure de conservation 10-05

113. Le SCIC examine l'application par l'Argentine, le Chili, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, l'Espagne et l'Uruguay, du paragraphe 6 de la MC 10-05, qui interdit l'exportation ou la réexportation de légine sans être accompagnée d'un certificat d'exportation de *Dissostichus* (CED) ou d'un certificat de réexportation de *Dissostichus* (CRED).

114. Le SCIC approuve le statut de conformité suggéré pour l'Argentine, pour la Nouvelle-Zélande, ainsi que pour l'un des écarts concernant la France. Le SCIC approuve également le statut de conformité proposé de non-conformité mineure (niveau 1) pour le Chili, le Japon, l'Afrique du Sud et l'Uruguay, ainsi que pour l'écart restant concernant la France.

115. L'Uruguay note les progrès significatifs accomplis au fil du temps pour améliorer la conformité à la MC 10-05, tout en soulignant la nécessité de disposer de personnel supplémentaire afin de renforcer davantage ses capacités. L'Uruguay rappelle également la participation de nouveaux membres de son personnel au récent atelier sur les contrôles portuaires et le SDC qui s'est tenu en Afrique du Sud et exprime sa gratitude envers le Secrétariat pour avoir rendu cette participation possible.

Mesure de conservation 10-09

116. Le SCIC examine la mise en œuvre, par l'Ukraine et Vanuatu (un écart chacun), par le Panama (deux écarts), par la Russie (trois écarts), par la Norvège (cinq écarts) et par les Pays-Bas (six écarts), du paragraphe 2 de la MC 10-09, selon lequel chaque Partie contractante agissant en tant qu'État du pavillon doit notifier au Secrétariat, au moins 72 heures à l'avance, l'intention de l'un de ses navires de procéder à un transbordement dans la zone de la Convention.

117. Le SCIC approuve le statut de conformité suggéré pour l'un des points concernant le Panama. Le SCIC approuve l'attribution du statut de non-conformité mineure (niveau 1) suggéré pour l'ensemble des points concernant les Pays-Bas, la Russie et l'Ukraine, ainsi que pour le point restant concernant le Panama.

118. Le SCIC note que, par souci de cohérence entre tous les cas similaires de non-conformité au paragraphe 2 de la MC 10-09, il révisé le statut de conformité suggéré en non-conformité mineure (niveau 1) pour l'ensemble des points concernant la Norvège. Le SCIC note que, bien qu'une explication ait été fournie par Vanuatu, aucun statut de conformité n'a été proposé pour cet écart de conformité, et convient d'attribuer le statut de non-conformité mineure (niveau 1).

119. Le SCIC examine la mise en œuvre, par la Chine, du paragraphe 3 de la mesure de conservation MC 10-09, qui impose à chaque Partie contractante de notifier au Secrétariat, au moins deux heures à l'avance, tout transbordement lorsque l'un de ses navires envisage de transborder, dans la zone de la Convention, des articles autres que des ressources marines vivantes capturées, des appâts ou du carburant. Le SCIC approuve le statut de conformité suggéré, à savoir conforme.

120. Le SCIC examine l'application par la Chine et par les Pays-Bas (un écart chacun), ainsi que par la Corée, la Norvège et la Russie (deux écarts chacun), du paragraphe 5 de la mesure de conservation MC 10-09, qui stipule que chaque État du pavillon doit confirmer, dans un délai de trois jours ouvrables suivant le transbordement, les informations fournies dans une notification de transbordement.

121. Le SCIC approuve le statut de conformité suggéré pour la Corée, ainsi que le statut de non-conformité mineure (niveau 1) proposé pour la Chine, les Pays-Bas et la Russie. Le SCIC note que, par souci de cohérence entre les cas similaires de non-conformité au paragraphe 2 de la mesure de conservation MC 10-09, il modifie le statut de conformité suggéré en non-conformité mineure (niveau 1) pour l'ensemble des points concernant la Norvège.

122. Le SCIC examine la mise en œuvre, par le Panama, la Russie et Vanuatu, du paragraphe 8 de la MC 10-09, qui stipule qu'aucun navire ne peut effectuer de transbordement dans la zone de la Convention sans notification préalable, conformément aux paragraphes 2, 3

et 4 de la MC 10-09. Le SCIC approuve le statut de conformité suggéré, à savoir conforme. Le SCIC note que, bien qu'une explication ait été fournie par Vanuatu, aucun statut de conformité n'a été proposé pour cet écart de conformité, et convient d'attribuer le statut de conforme.

Mesure de conservation 22-08

123. Le SCIC examine la mise en œuvre, par la Corée, du paragraphe 1 de la mesure de conservation MC 22-08, qui interdit la pêche exploratoire de *Dissostichus* spp. à des profondeurs inférieures à 550 mètres. Le SCIC approuve le statut de conformité suggéré, à savoir conforme.

Mesure de conservation 26-01

124. Le SCIC examine la mise en œuvre, par la Namibie et par la Norvège, du paragraphe 8 de la MC 26-01, qui interdit tout rejet ou déversement de déchets au sud de 60°S. Le SCIC approuve les statuts de conformité proposés, à savoir conforme pour la Namibie et non-conformité mineure (niveau 1) pour la Norvège.

Mesure de conservation 31-01

125. Le SCIC examine la mise en œuvre de la MC 31-01, qui stipule que, pour chaque saison de pêche, la Commission établit les limites ou autres mesures, autant que nécessaire, autour de la Géorgie du Sud (sous-zone 48.3) en rapport avec les activités de pêche des navires britanniques *Argos Helena* (point 69 de l'appendice I) et *Nordic Prince* (point 70 de l'appendice I).

126. L'Argentine, dans un souci d'efficacité, rappelle la position claire qu'elle a exprimée lors des discussions sur le point de l'ordre du jour consacré à la pêche INN (paragraphe 150).

127. Les États-Unis font la déclaration suivante :

'Members' differences should not prevent us from working together toward our common goal of setting toothfish catch limits and other necessary measures for Subarea 48.3, based on the recommendations of the Scientific Committee and relying upon the best scientific evidence available, as prescribed in Article IX 1. (f) of the CAMLR Convention. We have been frustrated in previous years by one Member's refusal to adopt such a Conservation Measure, and hope that we can get past that this year. Like other Members, we believe that CCAMLR should adopt a Conservation Measure establishing catch limits, bycatch limits, mitigation measures, data collection and reporting, and other requirements for toothfish fishing in 48.3. The United States holds the same position regarding this matter for this season that we have had in previous years.'

128. La Russie réitère sa position selon laquelle l'absence de mesure de conservation applicable n'autorise pas la pêche dans la sous-zone 48.3, ce qui constitue une violation de la

mesure de conservation MC 31-01, et recommande que cet écart soit considéré comme un cas de non-conformité grave, fréquent ou persistant (niveau 3).

129. Le Royaume-Uni rappelle sa position antérieure sur cette question (voir paragraphes 151 et 154) et réaffirme qu'il ne considère pas que les navires battant pavillon britannique ont enfreint la MC 31-01, et qu'il ne peut accepter aucun autre statut que celui de conforme.

130. Le SCIC note qu'aucun consensus n'est atteint concernant le statut de conformité pour ces écarts.

Mesure de conservation 91-05

131. Le SCIC examine l'application, par la Russie, du paragraphe 24 de la mesure de conservation MC 91-05, qui impose aux États du pavillon d'informer le Secrétariat avant l'entrée de leurs navires de pêche dans une AMP. Le SCIC note que le navire n'a pas été en mesure de transmettre la notification de déplacement depuis le navire, le prestataire de services ayant résilié le contrat sans en informer préalablement le navire et les opérateurs. Le SCIC convient de modifier le statut de conformité en non-conformité mineure (niveau 1).

Rapport provisoire de conformité - Partie B

132. Le SCIC rappelle sa demande d'informations supplémentaires adressée au Pérou dans le rapport SCIC-2024 (paragraphe 180) concernant la mise en œuvre du paragraphe 6 de la MC 10-05, qui interdit l'exportation ou la réexportation de légine sans être accompagnée d'un certificat d'exportation de *Dissostichus* (CED) ou d'un certificat de réexportation de *Dissostichus* (CRED), le Pérou n'ayant pas apporté de réponse au rapport de conformité.

133. Le SCIC note les informations supplémentaires apportées par le Pérou dans la circulaire COMM CIRC 24/118 et convient d'attribuer un statut de conformité de non-conformité mineure (niveau 1).

134. Le SCIC rappelle sa demande d'informations supplémentaires adressée au Vanuatu dans le rapport SCIC-2024 (paragraphes 205 à 207), concernant la mise en œuvre du paragraphe 8 de la MC 10-09, qui stipule qu'aucun navire ne peut effectuer de transbordement dans la zone de la Convention sans notification préalable, conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de la MC 10-09. Le SCIC demande des précisions sur la date à laquelle la notification a été transmise, ainsi que l'a indiqué Vanuatu dans sa réponse au projet de rapport de conformité.

135. Le SCIC note que le Vanuatu a fourni les informations supplémentaires demandées et que le Secrétariat a pu identifier le courriel contenant la notification de transbordement. Le SCIC convient d'attribuer à cet écart le statut de conforme.

136. De nombreux Membres soulignent l'importance cruciale des processus de conformité de la CCAMLR et la nécessité de veiller à ce que les écarts de conformité soient traités de manière appropriée, cohérente et transparente, dans l'objectif collectif d'une amélioration continue. Ils demandent à la Russie de fournir les informations restantes et les conclusions des

enquêtes en cours dans le document CCAMLR-40/BG/21. Ils notent également plusieurs écarts dans le rapport de synthèse de la conformité 2024 concernant l'*Alpha Crux*, qui nécessitent des informations supplémentaires de la part de la Russie. Ils demandent à la Russie des informations actualisées sur les conclusions des enquêtes menées par celle-ci.

137. La Russie déclare que les accusations formulées par certains Membres dépassent le cadre du rapport provisoire de conformité de la CCAMLR et ne reflètent pas objectivement les conclusions des discussions antérieures sur cette question. La Russie rappelle qu'elle a demandé à la Nouvelle-Zélande de lui fournir les éléments photographiques originaux accompagnés de leurs métadonnées, en précisant qu'elle ne les avaient pas reçus.

138. La Nouvelle-Zélande réaffirme que l'ensemble des données et des images ont été fournies.

139. La Russie réitère que les métadonnées EXIF des photos fournies par la Nouvelle-Zélande par le biais du Secrétariat ont été modifiées avant de lui être adressées et que la soumission des photos d'origine, avec les métadonnées d'origine (brutes) est toujours nécessaire.

Évaluation de la MC 10-10

140. Le SCIC examine le fonctionnement de la MC 10-10 et ne formule pas de recommandation à la Commission pour le moment.

Pêche INN dans la zone de la Convention

141. Le SCIC examine les activités de pêche INN et tendances en 2024/2025 dans la zone de la Convention, ainsi que les listes des navires INN telles que consignées dans le document CCAMLR-44/14. Le SCIC relève qu'aucun navire inscrit sur les listes des navires INN-PC (Partie contractante) ou INN-PNC (Partie non contractante) n'a été observé par les Membres à l'intérieur de la zone de la Convention en 2024/2025.

Niveau actuel de la pêche INN

142. Le SCIC examine les documents CCAMLR-44/BG/09 et CCAMLR-44/BG/10, qui décrivent la collaboration actuelle de la CCAMLR avec les organisations internationales pour lutter contre la pêche INN. La discussion met plus particulièrement en lumière la collaboration avec INTERPOL et la Cellule d'analyse conjointe (JAC) tout au long des années 2024 et 2025 afin d'identifier et de décourager les activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), avec le soutien d'une subvention accordée par l'UE.

143. Le SCIC remercie l'UE pour ce financement et se félicite de cette collaboration avec INTERPOL et la Cellule d'analyse conjointe (JAC). Le SCIC remercie également le Secrétariat pour les efforts déployés avec INTERPOL, la Cellule d'analyse conjointe (JAC) et d'autres pour lutter contre la pêche INN dans la zone de la Convention et approuve la poursuite de ces efforts.

144. Le SCIC relève la collaboration continue d'INTERPOL avec la CCAMLR, ainsi que les outils et ressources mis à la disposition des membres de la CCAMLR dans le cadre de cette coopération. INTERPOL souligne ses récentes activités de lutte contre les activités de pêche INN à l'échelle mondiale, et pointe les avantages que présente l'accès au réseau mondial de police d'INTERPOL dans la lutte contre la pêche INN et les délits qui y sont associés.

145. Le SCIC observe qu'INTERPOL avait élaboré un guide d'arraisonnement des navires destiné aux contrôleurs opérationnels des navires : il sera publié plus tard dans l'année. Le SCIC note par ailleurs qu'INTERPOL, en collaboration avec *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA) (États-Unis), organisera des séminaires en ligne sur les contrôles de pêcheries liées à la CCAMLR au cours de la semaine du 17 novembre 2025 ; de plus amples informations seront prochainement communiquées à toutes les Parties contractantes par le biais d'une circulaire de la Commission.

146. Le SCIC examine le rapport sur la mise en œuvre de la MC 10-08 (CCAMLR-44/BG/12), notamment le rapport initial sur les efforts déployés par la Cellule d'analyse conjointe (JAC) pour identifier la propriété effective finale et tout lien avec des activités de pêche INN passées et connues. Le SCIC relève qu'aucun lien direct présentant de l'intérêt pour la CCAMLR n'a été identifié lors de ce premier examen.

147. L'UE fait le point sur une enquête concernant les activités d'un ressortissant espagnol impliqué dans le navire *El Shaddai*, précédemment inscrit sur la liste des navires INN. L'enquête avait été ouverte et initialement signalée à la réunion 2024 du SCIC, mais l'affaire a finalement été prescrite en vertu de la législation nationale avant qu'une action formelle supplémentaire ne puisse être entreprise. Le SCIC remercie l'UE pour ces nouvelles informations.

148. Le SCIC étudie la mise à jour apportée par le Secrétariat concernant le programme de travail sur le traitement des engins de pêche non identifiés dans la zone de la Convention. Il reconnaît les progrès réalisés dans ce domaine et approuve la prolongation du programme de travail pour 2026–2027.

Listes des navires INN

Liste des navires INN-PC

149. Le SCIC examine la liste provisoire des navires INN de Parties contractantes pour 2025/2026, en notant l'inclusion proposée de deux navires battant pavillon britannique : l'*Argos Helena* et le *Nordic Prince*.

150. L'Argentine fait la déclaration suivante :

'We have once again included these two vessels, the Argos Helena and the Nordic Prince, on the list of vessels engaged in illegal fishing, given a situation that has been ongoing for years. Unfortunately, we were unable to reach a consensus at the 2021 meeting because only one party, in this case the Russian Federation, opposed the decision. From that point on, we did not have a conservation measure, 41-02, which sets, among other things, the catch limits for Patagonian toothfish in Subarea 48.3. From that point on, we no longer have a conservation measure due to the opposition of one party. However, since we did not have one, the vast majority, if not almost all, of

the Commission members clearly understood that without a conservation measure, we cannot fish. Conservation Measure 31-01 clearly establishes this. It's objective; it's not Argentina's opinion. Unfortunately, only one country continued fishing despite not having a conservation measure authorizing it. I also want to highlight the conduct of the countries that previously fished in Subarea 48.3, which realised that without a conservation measure, fishing was impossible, and they stopped fishing. I also want to highlight the conduct of the main country that imported this toothfish. Seeing that there was no conservation measure making this fishing legal, that country also stopped importing toothfish because it's not a fishing activity supported by a conservation measure. So, once again, we call for consideration of including these two vessels, the Nordic Prince and the Argos Helena, on the list of illegal vessels for fishing that is objectively illegal and outside the scope of the Commission's conservation measures. The United Kingdom itself claims that its fishing is 'consistent' with CCAMLR. When something is consistent with something else, it is something else; in other words, it is not CCAMLR fishing, despite attempts to disguise it with so-called inspections or other measures. So let's hope that this time these vessels are included on this list. We urge everyone, first, to agree on a conservation measure in 48.3, and second, that until we have one, we should do what most Members do, which is refrain from fishing because we are not authorised and this cannot be done.'

151. Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

'The UK has previously articulated its position on this matter, most recently in COMM CIRC 25/71 and COMM CIRC 25/100, including our position in relation to Conservation Measure 31-01. The issue has also been the subject of extensive discussion in prior meetings of both SCIC and the Commission.'

The UK rejects any suggestion that the vessels operating under its flag within Subarea 48.3 could be characterised as engaging in illegal, unreported, or unregulated fishing activities, including under the provisions of Conservation Measure (CM) 10-06. There is no basis on which any of these vessels might be said to have engaged in any of the activities described in paragraph 5 of CM 10-06 and they should not therefore have been included on the draft CP-IUU list.

The UK does not agree to the inclusion of these vessels on the final CP-IUU Vessel List on the basis of their participation in a fishery under lawful domestic regulation which is operated in compliance with all relevant conservation measures and with the UK's obligations under the Convention.'

152. L'Argentine fait la déclaration suivante :

'We truly regret that the United Kingdom has once again rejected the inclusion of the Nordic Prince and the Argos Helena on this list of illegal fishing vessels, even though it is clear and objective that these vessels fished in violation of the legal framework of this Convention and thus contributed to undermining the effectiveness of our organization's conservation measures. These vessels are not complying with current conservation measures and are violating Conservation Measure 31-01. We regret that once again a party opposes including these vessels on this list.'

153. Argentina also made the following statement:

‘There are many parties that, understanding what the Convention establishes, have voluntarily stopped fishing. There are other parties that have stopped importing this product. There are parties that are making a great effort in all of this, and if the only result that emerges from this is an empty list where nothing is achieved, it seems to me that there is a very unfair situation with respect to all those countries that are doing what they have to do, even if it comes at a cost, and there is only one country that is benefiting from illegal fishing not authorized by the Commission. So, beyond the final result of a list or no list, I think it must be clear the efforts that each and every one of us is making to ensure the functioning of the Commission, and that it must be clearly stated what each of the Parties is doing. Otherwise, it seems to me that the mere adoption of an empty list is very unfair to the vast majority of the Parties to this Convention.’

154 Le Royaume-Uni se réfère aux circulaires COMM CIRCS 22/39, 22/51, 22/69, 23/39, 24/69, 25/71 et 25/100 concernant la position constante du Royaume-Uni qu’il adopte à l’égard de la pêche de légine australe dans la sous-zone statistique 48.3 (Géorgie du Sud).

155 L’Argentine fait la déclaration suivante :

‘All these circulars cited by the United Kingdom are intended in some way to justify a fishery that they themselves claim is not CCAMLR-related; it is, according to them, a domestic fishery outside of CCAMLR. First, the 1980 Statement by the Chair has a point 5 that states that for domestic measures to be taken, there must be State sovereignty recognised by all of us. Unfortunately, in Subarea 48.3, there is no State sovereignty recognized by all, because at least we do not recognize British sovereignty, and the British do not recognize ours. Therefore, fishing is not allowed according to the Statement by the Chair, based on point 5, which clearly states that it is not possible. Second, there is a sovereignty dispute over these islands, and the Parties are under an obligation not to take unilateral actions that would aggravate the issue. This is an international law obligation that the United Kingdom is also violating. Therefore, neither under the Convention nor under the law of the sea can the United Kingdom take the type of measures it is taking. All of this is contained in all the notes Argentina has submitted on this issue, but it's very clear that neither the Convention nor the law of the sea can allow them to do what they're doing.’

156. La Russie fait la déclaration suivante :

‘The UK’s flagged vessels Argos Helena and Nordic Prince engaged in prohibited activities according to subsections (iii) and (viii) of paragraph 5 of CM 10-06, as they fished in closed area in contravention of CM 31-01. In this regard, Russia recommends to include mentioned UK-flagged vessels on the CP-IUU Vessel List taking into account information circulated to Members.’

In accordance with Article XXI, paragraph 1, of the Convention on the Conservation of Antarctic Marine Living Resources, each Contracting Party shall take appropriate measures within its competence to ensure compliance with the provisions of this Convention and with conservation measures adopted by the Commission to which the Party is bound in accordance with Article IX of this Convention. In this context, we consider any claims that the Contracting Parties have grounds to unilaterally issue licences for toothfish fishing in Subarea 48.3 in the absence of CCAMLR Conservation Measures being in force to be unfounded.’

157. Le Royaume-Uni rejette l'interprétation de la déclaration du président présentée par l'Argentine et réitère sa position en matière de souveraineté, bien connue de l'ensemble des Membres.

158. La Fédération de Russie rappelle sa position antérieure sur cette question, et précise que, faute de consensus sur l'exclusion des navires *Argos Helena* et *Nordic Prince*, la liste provisoire des navires INN-PC sera transmise à la Commission. La Russie estime par ailleurs qu'en l'absence de consensus sur l'adoption de la liste proposée, le SCIC ne peut pas adopter cette dernière.

159. Le Secrétariat fournit au SCIC des clarifications sur le processus d'inscription des navires au titre de la MC 10-06 et rappelle que le projet de liste des navires INN-PC repose sur les informations soumises au Secrétariat ou mises à sa disposition, puis diffusées à l'ensemble des Parties contractantes pour complément d'information. Le Secrétariat note par ailleurs que la liste provisoire intègre ces informations afin de l'aider à adopter, par consensus, une liste proposée de navires INN-PC, comme l'exige la mesure de conservation MC 10-06. Le SCIC reconnaît que la liste des navires INN-PC adoptée lors de sa précédente réunion n'a pas été modifiée.

160. Le SCIC note qu'aucun consensus n'est atteint concernant l'inclusion des navires battant pavillon britannique *Argos Helena* et *Nordic Prince* dans la liste proposée des navires INN-PC pour les années 2025/2026. Par conséquent, aucune modification n'est proposée à la liste des navires INN-PC adoptée lors de la CCAMLR-43.

161. La Russie sollicite des précisions au sujet des informations présentées dans la circulaire COMM CIRC 25/113, relatives à une enquête en cours concernant les navires *Fortunagracht* et *Saga Sea*, à la suite d'allégations d'activités non autorisées lors d'une escale à Puerto Williams, au Chili.

162. La Russie exprime sa préoccupation concernant les éventuelles activités non autorisées que pourraient avoir menées les navires *Fortunagracht* et *Saga Sea* lors d'une escale à Puerto Williams, au Chili.

163. Le Chili confirme qu'il n'a pas l'intention de demander l'inscription de ces navires sur la liste des navires INN-PC 2025/26 cette année et que cette information est partagée avec le SCIC à titre d'information générale. Nonobstant ce qui précède, et dans l'attente des conclusions de l'enquête en cours, le Chili pourrait prendre les mesures nécessaires dans les délais prévus par la mesure de conservation MC 10-06.

164. La Norvège et l'Union européenne font part de leur perplexité concernant les informations contenues dans la circulaire COMM CIRC 25/113.

165. L'UE fait remarquer que, d'un point de vue procédural, l'incident présumé s'est produit en dehors de la période de référence et que la date de diffusion de la circulaire dépassait également les délais fixés pour la soumission des documents de la réunion et les propositions d'inscription sur la liste des navires INN. L'UE exprime en outre sa préoccupation quant au manque d'informations détaillées fournies dans la circulaire et au fait qu'aucun autre élément n'a été reçu du Chili concernant l'incident présumé. Elle note par ailleurs que les informations disponibles indiquent un problème douanier sans lien avec une violation des mesures de

conservation de la CCAMLR. L'UE indique avoir ouvert une enquête et demande au Chili de lui fournir des informations détaillées et des éléments de preuve concernant l'incident présumé.

166. La Russie remercie le Chili pour son rapport, exprime sa déception que des questions de procédure aient empêché les parties concernées de clarifier les allégations et de mener les enquêtes nécessaires, et encourage l'Union européenne et la Norvège à coopérer avec le Chili dans le cadre de cette enquête et à communiquer tout résultat lors de la réunion du SCIC en 2026.

167. La Corée indique avoir pris connaissance de la circulaire COMM CIRC 25/113 et note que le délai imparti au SCIC pour examiner efficacement les informations était dépassé. La Corée respecte néanmoins la décision du Chili de poursuivre son enquête et d'en faire rapport au SCIC en temps voulu.

168. La Russie réitère que le délai était suffisant pour permettre aux Membres d'examiner les informations fournies par le Chili.

Liste des navires INN-PNC

169. Le SCIC examine la demande de la République islamique d'Iran visant à retirer le *Koosha 4* de la liste des navires INN-PNC de la CCAMLR.

170. Certains Membres prennent note des informations fournies par l'Iran, qui indiquent que le navire est en cours de démolition, mais notent que les registres indépendants de l'IHS et d'autres sources indépendantes indiquent toujours que le navire est « en service ». Certains Membres émettent des réserves quant au retrait du *Koosha 4* de la liste des navires INN-PNC avant que des vérifications indépendantes n'attestent que le navire n'est plus en service.

171. La Russie déclare que l'Iran a fourni suffisamment d'informations pour justifier le retrait du *Koosha 4* de la liste.

172. Certains Membres expriment leur volonté d'envisager le retrait du *Koosha 4* de la liste pendant la période d'intersession, par le biais de la procédure visée à la règle 7, si des corroborations supplémentaires et indépendantes confirment que le navire n'est plus en service avant la réunion 2026 du SCIC.

173. Le SCIC ne parvient pas à un consensus concernant le retrait du *Koosha 4* de la liste des navires INN-PNC de la CCAMLR pour 2025/2026.

174. Le SCIC examine les informations soumises par l'UE relatives à la démolition en cours du navire *Antony*, figurant sur la liste INN-PNC. L'UE indique son intention de soumettre un rapport à la CCAMLR une fois la démolition achevée et vérifiée, et suggère qu'il est prématuré de retirer le navire avant que la vérification n'ait été effectuée.

175. Le SCIC examine les informations relatives à la démolition du *Koosha 4* et de l'*Antony*, et note la nécessité d'établir une liste exhaustive des conditions à remplir lors de la démolition d'un navire afin d'envisager son retrait de la liste des navires INN.

176. Le SCIC convient que la liste des navires INN-PNC adoptée lors de sa précédente réunion n'a pas été modifiée. Il recommande à la Commission d'examiner la liste proposée des navires INN-PNC telle qu'elle a été adoptée par la 43^e réunion de la CCAMLR (voir appendice III) et d'adopter la liste définitive des navires INN-PNC pour la période 2025/2026.

Notifications de projets de pêche

177. Le SCIC prend note du rapport du Secrétariat sur les notifications de projets de pêche pour la saison 2025/2026 (CCAMLR-44/BG/08 rév. 1).

178. Le SCIC note que le navire *More Sodruzhestva*, qui a été notifié par deux Membres, a l'intention de pêcher sous le pavillon namibien pour la saison 2025/2026.

179. Le SCIC note la soumission tardive par l'Équateur de l'évaluation de l'impact sur les EMV et des huit champs de données exigés par le paragraphe 3 de la MC 10-02 concernant la notification de projet de pêche du navire *Altar 45* dans les sous-zones 88.1 et 88.2 et renvoie cette question à la Commission pour un nouvel examen.

180. Le SCIC note également les préoccupations exprimées par la COLTO concernant le navire *Altar 45*, qui a identifié des liens possibles avec des individus connus pour pratiquer la pêche INN ainsi que l'utilisation de filets maillants pour cibler la légine au nord de la zone de la Convention par le navire jumeau *Altar 11* (OMI 8904082).

181. Le Royaume-Uni confirme que le navire de pêche *Altar 11* opère actuellement en haute mer dans la zone 41 de la FAO et transporte des filets maillants. Le SCIC note que les filets maillants sont interdits dans la zone de la Convention et dans de nombreuses autres juridictions en raison des problèmes bien connus concernant leurs impacts potentiels sur les écosystèmes marins et les espèces non visées.

182. Le SCIC observe avec inquiétude qu'il existe peu d'informations accessibles au public sur la structure de propriété du navire *Transmarina CA* ou sur les potentiels propriétaires à titre bénéficiaire d'*Altar 45*.

183. Le SCIC demande des garanties à l'Équateur qu'il exercera ses responsabilités d'État du pavillon par la mise en œuvre de mesures de suivi et de contrôle appropriées du navire, par la vérification que le capitaine, l'affréteur, le propriétaire et tout propriétaire à titre bénéficiaire n'ont aucun lien avec la pêche INN et que l'*Altar 45* ne transportera pas de filets maillants lors de ses opérations dans la zone de la Convention. Le SCIC charge le Secrétariat de contacter l'Équateur à cet égard.

184. Le SCIC recommande de modifier la MC 10-05 pour pouvoir exclure du SDC le commerce de la légine capturée avec des filets maillants afin d'éviter que de telles captures n'entrent sur les marchés des Parties contractantes.

185. L'ASOC remercie la COLTO d'avoir fourni ces informations et note que la possibilité de liens entre un pêcheur criminel notoire et l'*Altar 45* est un grave problème. L'ASOC encourage la CCAMLR à vérifier que les navires sous licence n'utilisent pas de filets maillants et n'ont aucun lien avec la pêche INN.

186. Le SCIC note les préoccupations soulevées par certains Membres et accepte de renvoyer la question à la Commission pour un nouvel examen.

187. La Russie exprime son inquiétude concernant la notification de deux navires battant pavillon britannique, *Argos Helena* et *Nordic Prince*, parmi toutes les notifications de projets de pêche, notant l'inscription de ces navires sur le projet de liste des navires INN-PC pour 2025/2026.

188. Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

'The UK confirms that the notifications for the two British-registered vessels were submitted in full compliance with all relevant Conservation Measure requirements. Accordingly, there is no basis on which to exclude them from participation in the Ross Sea exploratory toothfish fishery.'

The UK also remains seriously concerned about the notifications submitted by the Russian Federation for FV Alpha Crux and FV Yantar 31 for the upcoming Ross Sea toothfish season.

There is a history of unresolved compliance issues involving Russian-flagged vessels. Last year SCIC considered several serious compliance issues regarding Alpha Crux, many of which required further investigation to demonstrate effective Flag State control. To date, no updates or reassurances have been provided.

Yantar 31 has also been re-notified, operated by Orion Co Ltd, the same operators as the Yantar 35, who's data still remains quarantined after unexplained high catch rates in Subarea 48.5. By Russia's own admission in CCAMLR 35/BG/29 Rev. 1, discrepancies identified with the activities of Yantar 35 warranted the suspension of Orion Co Ltd from all fishing activities in the Convention Area. Yet without further evidence of investigation or reassurance that the operator can conduct their operations in a compliant manner, the Russian Federation now apparently seems content to support this notification.

The UK further notes that the Russian Federation has yet to respond to previous SCIC requests for information on several other matters, including the STS-50 investigation (SCIC-2018), gear recovery in Subarea 88.1 during a fishery closure (SCIC-2019), and the conduct of the Palmer in 2021.

Given these ongoing concerns, the UK is unable to support the inclusion of Alpha Crux and Yantar 31 in the Ross Sea toothfish fishery for the forthcoming season.'

189. De nombreux Membres partagent les préoccupations du Royaume-Uni concernant les notifications de navires russes et ne soutiennent pas les notifications pour l'*Alpha Crux* et le *Yantar 31*.

190. La Chine encourage toutes les Parties à parvenir à un consensus dès que possible, afin de formuler une nouvelle mesure de conservation visant à gérer la pêche dans la sous-zone 48.3 et souligne par ailleurs qu'aucune activité de pêche ne devrait être autorisée sans qu'une limite de capture ne soit définie.

191. La Russie rappelle que les notifications concernant les deux navires battant pavillon russes ont été soumises conformément aux exigences des mesures de conservation de la CCAMLR applicables et qu'il n'existe aucune raison d'exclure leur participation à la pêche exploratoire de légine de la mer de Ross.

192. Le SCIC note les préoccupations évoquées par certains Membres et accepte de renvoyer les questions à la Commission pour un nouvel examen.

Avis du Comité scientifique au SCIC

193. Le SCIC examine l'avis du président du Comité scientifique (C. Cárdenas, Chili) sur plusieurs sujets et le remercie du temps qu'il y a consacré.

Retard dans la récupération des engins de pêche

194. La Russie demande au président du Comité scientifique des précisions sur les incidences et l'ampleur de la surpêche résultant d'une récupération tardive des palangres dans la pêche à la légine, ainsi que sur la manière dont sont évaluées les données de marquage reçues après la fermeture de la saison.

195. Le président du Comité scientifique rappelle que la réunion du groupe de travail WG-FSA en 2025 et le Comité scientifique ont examiné la question de la récupération tardive des engins de pêche, soulignant que cette récupération tardive, ainsi que le départ des navires, pouvaient affecter la qualité de la collecte des données. Le président du Comité scientifique rappelle en outre que le Comité scientifique recommande de mener des recherches supplémentaires pendant la période d'intersession afin de tenir compte de ce facteur dans les analyses.

Dépassements de captures

196. Les États-Unis rappellent la discussion tenue lors de la réunion WG-FSA-2022 concernant les dépassements de captures dans la SSRU 88.2H, lesquels avaient été atténués en retardant le début de la pêche dans cette zone. Ils demandent au président du Comité scientifique s'il serait possible d'en identifier les causes sous-jacentes et de proposer des solutions pratiques afin d'éviter de futurs dépassements de captures.

197. Le président du Comité scientifique note que les dépassements affectent la qualité des données relatives à la pêche et reconnaît la nécessité d'examiner d'autres solutions, compte tenu notamment des retards dans la récupération des engins et de la brièveté de la saison de pêche dans la zone.

Descriptions des engins de pêche notifiées

198. L'Afrique du Sud demande au président du Comité scientifique si les modifications apportées aux engins de pêche au cours des opérations, par rapport aux notifications initiales, devaient être prises en compte par le Comité scientifique et si ces modifications pouvaient avoir une incidence sur les captures par unité d'effort (CPUE) des navires.

199. Le président du Comité scientifique note que les analyses sont fondées sur les données recueillies par l'observateur embarqué. Bien qu'il puisse exister des différences entre les engins notifiés et ceux signalés par les observateurs, le président du Comité scientifique rassure le SCIC en indiquant que celles-ci n'ont pas d'incidence sur les résultats des analyses.

200. La Chine note que la question de la modification des engins de pêche pourrait faire l'objet d'un examen par le Comité scientifique, mais que la détermination des possibilités de modification et des modalités de notification en temps utile se doit d'être traitée par le SCIC.

Arrivée précoce des navires dans la pêcherie de légine de la mer de Ross (sous-zones 88.1 et 88.2)

201. S'agissant de l'entrée précoce des navires dans la zone avant le début de la saison de pêche, la Chine sollicite l'avis du président du Comité scientifique.

202. Le Royaume-Uni rappelle le dépassement important des limites de capture de légine dans l'aire de gestion N70 et demande au président du Comité scientifique si le Comité a examiné les CPUE des navires opérant dans cette région, en particulier de ceux arrivés tôt par rapport au début de la saison.

203. Le président du Comité scientifique rappelle que cette question a été examinée lors de la réunion WG-FSA-2025 et par le Comité scientifique, soulignant que ce comportement pouvait avoir une incidence sur l'interprétation des données relatives aux captures et à l'effort de pêche. Il note également que cela peut être un facteur contribuant à la brièveté de la saison dans l'aire de gestion N70, et que cette question avait été renvoyée à la Commission pour examen complémentaire. Le président sollicite également l'avis du SCIC au sujet de l'apparente incohérence selon laquelle les navires doivent quitter la zone immédiatement après la fermeture de la pêche, mais peuvent y revenir avant l'ouverture de la saison suivante.

204. Certains Membres notent que plusieurs navires sont entrés dans la zone de la Convention avant que la mesure de conservation ne soit adoptée lors de la réunion CCAMLR-43.

205. Certains Membres suggèrent, comme solution, de modifier la mesure de conservation afin d'imposer une limite de temps pour l'entrée dans les lieux de pêche.

206. La Chine réaffirme que le comportement de ces navires n'est pas une entrée en amont de la saison. Bien que la pêcherie soit fermée, la saison de pêche est toujours en cours, conformément à la MC 31-02, et ces navires peuvent rester dans les lieux de pêche plutôt que de les quitter immédiatement après la fermeture de la pêcherie. Avant l'ouverture de la prochaine saison de pêche, aucun navire ne devrait entrer dans ces zones de pêche fermées.

207. La Russie rappelle les activités des navires de pêche norvégiens après la fermeture de la saison de pêche 2023/2024 et note que la MC 31-02 s'applique à toutes les pêcheries. La Russie examine également s'il serait approprié de préciser le délai avant lequel les navires peuvent entrer dans la zone.

208. Le président du Comité scientifique note les efforts en cours visant à évaluer l'incidence des activités d'avant-saison sur les lieux de pêche et à identifier des mesures visant à empêcher leur récurrence.

Définition de l'étalonnage et de la standardisation

209. Le président du Comité scientifique sollicite l'avis du SCIC sur la définition et l'interprétation de l'expression « calibration/standardisation de l'engin d'échantillonnage » figurant au point 3a) du formulaire 2 de l'annexe A de la MC 24-01.

210. La Russie note qu'il existe des normes mondiales relatives aux engins de pêche et estime que le SCIC n'est pas compétent pour traiter cette question. Elle demande au Comité scientifique de consulter d'autres sources d'information.

211. De nombreux Membres soulignent la nécessité pour le SCIC de fournir des orientations concernant l'interprétation des termes « étalonnage » et « standardisation » figurant dans le formulaire 2, et rappellent que cette question avait déjà été soulevée par le Comité scientifique (SC-CAMLR-41). Ces Membres notent que, dans le contexte de la mesure de conservation, le terme « étalonnage » semble renvoyer à l'étalonnage entre différents types d'engins, tandis que le terme « standardisation » peut renvoyer à l'utilisation d'un même type d'engin. Ils soulignent qu'il s'agit de deux termes distincts, qui n'interdisent pas l'emploi de plusieurs types d'engins dans le cadre du formulaire 2. Ces Membres notent par ailleurs que tous les Membres du Comité scientifique, à l'exception de la Russie, partagent cette interprétation.

Nids de poisson

212. Certains Membres demandent au président du Comité scientifique si des mesures limitant la profondeur doivent être envisagées pour les nids de poissons actifs dans le contexte du document CCAMLR-44/21 (paragraphe 3.8). Le président du Comité scientifique rappelle les discussions consignées dans les rapports des réunions du Comité scientifique en 2022 et 2023 concernant la protection des zones de nidification dans la zone de la Convention, et indique qu'il transmettra la question au Comité scientifique.

Évaluation de la deuxième évaluation de la performance

213. Le SCIC examine le résumé des résultats de la deuxième évaluation de la performance (PR2) (CCAMLR-44/06), qui présente un compte-rendu actualisé des mesures prises par la CCAMLR à la suite des recommandations émises lors de la PR2. Le SCIC ainsi que la Commission et le Comité scientifique sont invités à approuver les révisions apportées au texte.

214. Le SCIC note les conclusions et les progrès réalisés concernant les points soulevés, et encourage le Secrétariat à examiner les propositions faites par certains Membres concernant quelques éléments en suspens dans la PR2, tels que les recommandations 11 (affiner les procédures de suivi de la conformité), 12 (rendre la vérification des transbordements opérationnelle) et 14 (renforcer la collaboration avec les organismes régionaux de pêche voisins).

215. Le SCIC note qu'il s'est écoulé beaucoup de temps depuis l'approbation de la PR2 en 2017, et que les recommandations mériteraient un réexamen afin de vérifier qu'elles sont toujours adéquates. Le SCIC observe qu'une proposition de troisième évaluation de la performance (PR3) (CCAMLR-44/25) sera examinée par la Commission.

Autres questions

216. Le SCIC examine le document CCAMLR-44/BG/27, présenté par l'ASOC, qui porte à son attention des développements pertinents concernant la sécurité des navires de pêche et l'environnement, ainsi que d'autres questions relatives aux navires.

217 L'ASOC fait la déclaration suivante :

« Le document CCAMLR-44/BG/27 attire l'attention de la CCAMLR sur les nouvelles réglementations de l'OMI relatives à la navigation et à la planification des sorties, qui seront obligatoires pour les navires de pêche dans la zone antarctique au cours de la prochaine saison. L'ASOC recommande à la CCAMLR de réviser et de mettre à jour les résolutions 23/XXIII et 34/XXXI afin de les aligner sur le Code polaire et sur les lignes directrices de l'OMI relatives aux mesures de sécurité pour les navires de pêche. L'ASOC recommande par ailleurs à la CCAMLR d'élaborer une nouvelle résolution exigeant que les navires de pêche enregistrés auprès de la CCAMLR respectent les lignes directrices de l'OMI en matière de sécurité dans l'ensemble de la zone de la Convention, et de mettre en ligne les lignes directrices de l'OMI relatives aux mesures de sécurité pour les navires de pêche de 24 mètres de long sur le site web de la CCAMLR. Enfin, l'ASOC exhorte la CCAMLR à prendre des mesures visant à limiter les engins de pêche perdus, abandonnés ou rejetés, ainsi que les autres sources de déchets plastiques marins provenant des navires de pêche, et à travailler sur la gestion des eaux grises issues de ces navires. »

218. Le SCIC remercie l'ASOC pour son travail et souligne l'importance pour la CCAMLR de se tenir informée des développements au sein de l'Organisation maritime internationale (OMI).

219. La Russie rappelle les conclusions du rapport intermédiaire reflétées dans le bulletin de sécurité 4/2024 de la MAIB (*Marine Accident Investigation Branch*) concernant le naufrage, en 2024, du navire de pêche battant pavillon britannique *Argos Georgia*, et demande au Royaume-Uni de fournir des informations sur les mesures de sécurité prises pour les navires construits selon le même modèle et exploités dans la zone de la Convention CAMLR, afin d'éviter de nouvelles pertes de vies humaines en mer.

220. Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

'The UK expresses its deep sorrow over the tragic loss of the fishing vessel and crew members of the Argos Georgia and we extend our condolences to all those affected. The UK regrets that this incident has been raised in this manner. Given that the matter has been raised however, the UK wishes to respectfully remind delegates that the vessel was lost outside the Convention Area and is not an appropriate matter for SCIC discussions.'

The UK affirms that all UK vessels notified for the exploratory Ross Sea toothfish fishery possess the required Flag and Vessel Class certifications to operate in the Southern Ocean. This includes compliance with the UK's mandatory requirement for all vessels operating south of 60 degrees to be ice-strengthened, in accordance with CCAMLR Resolution 20/22. Something we would continue to advocate for all vessels operating in this fishery.'

221. La Russie exprime sa préoccupation face à cette tragédie et indique que des navires présentant des caractéristiques similaires opèrent dans la zone de la Convention. Elle demande des éclaircissements quant aux examens ou enquêtes menés par le Royaume-Uni qui pourraient avoir une incidence sur d'autres navires exposés à des risques comparables.

222. Le Royaume-Uni renvoie à sa déclaration précédente (paragraphe 220) sur cette question.

223. L'Argentine fait la déclaration suivante :

*'In its note of September 10, 2025, Argentina noted that the United Kingdom, in its COMM CIRC 25/71, stated that the measures it intends to implement to authorize its vessels to fish in Subarea 48.3 are consistent with CCAMLR regulations. This demonstrates that they fall outside the framework of the Convention and the Convention's regulations. Consequently, we are concerned that attempts are being made to use the mechanisms and instruments for certifying the legality of fisheries provided by CCAMLR, such as inspection forms and its website, to publish the reports that motivated our note, as this seeks to give illegal British fishing activities an appearance of legality that they objectively lack. In other words, the dissemination of such inspection reports through CCAMLR unlawfully seeks to give the impression that the vessels' activities are carried out in compliance with the Convention and its regulations, and it is clearly the United Kingdom, in its own note, that says that this is a domestic measure consistent with CCAMLR but outside of CCAMLR, so what we are asking is that the Secretariat remove these British inspection reports from the CCAMLR website. What concerns us is that all parties are aware of this problem, they know what's happening, which is why the vast majority of Parties are not fishing or importing this fishery. But perhaps a third party, in good faith, sees that this fishing is taking place anyway, even though it shouldn't be, because conservation measure 41-02 is not in force. They see that there are inspection reports, they see that there is a catch documentation system, and perhaps in good faith they would like or understand that this is within the CCAMLR framework, but it isn't. Therefore, we must be clear and transparent about this. Regarding the catch documentation system and the information the Secretariat receives regarding this fishery under 48.3, Argentina understands that it is important that all fishing data in the Convention area be available, whether legal or illegal, because we need to know everything that is being caught. But it is clear, since there is a footnote that says specifically regarding fishing in 48.3, that the Secretariat received information regarding vessels fishing for *Dissostichus eleginoides* in Subarea*

48.3 and that fishing for Dissostichus in Subarea 48.3 is being conducted in the absence of a CCAMLR conservation measure, since Conservation Measure 41-02 was not re-adopted for the 2024/25 fishing season. In closing, I want to say that we allow this catch data to be there with this explanatory footnote, but it is not appropriate in any way for a CCAMLR inspection report to be issued for a non-CCAMLR activity.'

224. Le Royaume-Uni fait la déclaration suivante :

'The UK rejects the suggestion that the fishery in Subarea 48.3 is being operated outside the framework of Convention. We recall our previous statements about the management of the South Georgia toothfish fishery and that strict controls are implemented to ensure that fishing occurs only on a sustainable basis and in line with the best available science. The fishery is managed and operated to comply fully with the Convention and all applicable Conservation Measures.'

In particular, the United Kingdom rejects any suggestion that the 48.3 toothfish fishery is being operated in contravention of Conservation Measure 31-01 or that the UK vessels engaged in the fishery are non-compliant. Our position has been set out in detail, most recently in response to the Draft CCEP summary report, COMM CIRC 25/100 and we have had an exhaustive discussion of this matter during this meeting and previous meetings.'

With respect to the vessel inspection reports referenced by Argentina, these vessels were inspected under the established CCAMLR System of Inspection and found to be compliant with all relevant CCAMLR Conservation Measures. The UK is therefore firmly of the view that these inspections were CCAMLR inspections and should be recorded as such.'

225. L'Argentine fait la déclaration suivante :

'I believe our duty is to be responsible and not create confusion, especially in third countries, with things that aren't true. So I think the logical thing to do, if these reports aren't going to be removed because there's no consensus, is to include a footnote similar to the one used when the Secretariat receives information regarding fishing of Dissostichus in this Subarea. There's a footnote agreed upon by all that says that Dissostichus fishing in this Subarea is being carried out in the absence of a CCAMLR conservation measure, given that 41-02 wasn't adopted for this season. Therefore, the minimum requirement we ask for, in order to be fair to the other Parties and especially to third parties, in good faith, is that these inspection reports make it clear that this fishing is being carried out without a conservation measure authorizing it, such as 41-02. A footnote like this in the inspection reports is the same as what is currently in the monthly catch reports, so I don't think this is an inconvenience, and at least anyone who reads it will realize that in these cases there is an irregular situation.'

226. La Russie note que les rapports de contrôle soumis ne sont pas conformes aux dispositions de la Convention et ne doivent donc pas être accessibles sur le site web, étant donné qu'aucune mesure de conservation n'est en vigueur pour la zone où la pêche a eu lieu.

227. La Chine souligne qu'il est nécessaire d'adopter une nouvelle mesure de conservation pour la sous-zone 48.3 et qu'en l'absence de limite de capture, aucune capture ne saurait être autorisée.

228. Le Royaume-Uni renvoie à sa déclaration précédente (paragraphe 224) sur cette question.

229. Le SCIC ne parvient pas à un consensus concernant le retrait des comptes-rendus de contrôle du site web.

230. L'Argentine note que, si le retrait n'est pas envisageable, il convient au minimum d'ajouter une mention descriptive sur la page web du compte-rendu de contrôle, rédigée comme suit :

« Le Secrétariat a reçu des informations concernant des navires pêchant le *Dissostichus eleginoides* dans la sous-zone 48.3. La pêche au *Dissostichus eleginoides* dans la sous-zone 48.3 en 2025 est menée en l'absence de mesure de conservation de la CCAMLR, la MC 41-02 n'ayant pas été réadoptée pour la saison de pêche 2024/2025 ».

231. Le SCIC décide de confier au Secrétariat la mise en œuvre de la mention descriptive sur la page web du compte-rendu de contrôle, conformément à la demande formulée.

232. Le SCIC encourage les Membres intéressés à envisager de poser leur candidature à la vice-présidence du SCIC, mais note qu'aucune candidature n'a été soumise.

Tâches du Secrétariat

233. Le SCIC examine le tableau d'attribution des tâches du Secrétariat préparé sur la base des demandes formulées au cours de la réunion 2025 du SCIC et note la priorité élevée accordée aux projets en cours relatifs aux déclarations électroniques et à la notification automatisée des données VMS (appendice IV).

234. Le SCIC convient de conserver ce point à l'ordre du jour afin d'examiner les tâches confiées au Secrétariat par le SCIC dans le cadre de son ordre du jour pour la session 2026 du SCIC.

Clôture de la réunion

235. Le SCIC remercie A. Berry pour sa présidence efficace de la réunion.

236. Le président remercie les Membres pour leur engagement constructif et note les progrès significatifs accomplis, ainsi que les travaux en cours à réaliser dans les années à venir.

**Summary CCAMLR Compliance Report 2024/2025
Part A**

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
CM 10-03						
44-001	New Zealand	San Aspiring	CM 10-03, paragraph 4, requires vessels seeking entry to port to provide the information contained in Annex 10-03/A at least 48 hours in advance to allow adequate time to examine the required information. The inspection report for the San Aspiring for the inspection undertaken by New Zealand on 3 February 2025 noted that Part A of the port inspection was submitted on the same day (3 February 2025).	The San Aspiring failed to submit their Part-A port inspection form within the required timeframe specified in the CM, New Zealand has issued the operator of the vessel with an official warning and reminded them of the conditions under its Permit. Further Action: No further action required. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required
44-002	Chile		CM 10-03, paragraph 5, requires that inspections shall be conducted within 48 hours of port entry. The Korean-flagged vessel Blue Ocean entered the Chilean port of Punta Arenas at 05:00 13 Feb 2025 and was inspected at 16:15 15 Feb 2025. Time delay of inspection after the 48 hour deadline: 11 hours 15 minutes	En relación al retraso de 11 horas y 15 minutos para la inspección en puerto del buque coreano Blue Ocean el día 13 de febrero de 2025 en el puerto de Punta Arenas, se informa que ello se debió a un problema puntual de disponibilidad de personal durante el plazo establecido por la Medida de Conservación para su materialización. Es relevante señalar que este retraso ocurrió sólo en 1 de las 33 inspecciones realizadas por Chile durante el período analizado, lo que refleja un alto estándar de cumplimiento general por parte de Chile.	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				Con el fin de evitar que este tipo de situaciones se repita en el futuro, se instruirán las medidas de reforzamiento en la jurisdicción respectiva, solicitando a los equipos de inspección optimizar su coordinación y disponibilidad operativa para asegurar que las inspecciones en puerto se materialicen dentro de los plazos normativos previstos. Regarding the 11-hour and 15-minute delay in the port inspection of the Korean vessel Blue Ocean on 13 February 2025 in the port of Punta Arenas, it is reported that this was due to a specific problem with staff availability during the period established by the Conservation Measure for its implementation. It is important to note that this delay occurred in only 1 of the 33 inspections carried out by Chile during the period analysed, reflecting a high standard of overall compliance by Chile. In order to prevent this type of situation from recurring in the future, reinforcement measures will be implemented in the respective jurisdiction, requesting inspection teams to optimize their coordination and operational availability to ensure that port inspections are carried out within the established deadlines. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-003	France		CM 10-03, paragraph 5, requires that inspections shall be conducted within 48 hours of port entry. The French-flagged vessel Sainte Rose entered the French port of Le Port, Reunion at 17:00 19 Feb 2025 and was inspected at 07:00 24 Feb 2025. The fishing activity occurred in Division 58.4.2. Time delay of inspection after the 48 hour deadline: 2 days 14 hours	The inspection has begun on the 19th of February with the check and report of the seals, and then has been continued and finalised on the 24th of February with the breaking of the seals. An error has been made reporting the date of the end of the inspection. We have joined to this answer an internal administrative report indicating that the inspection started on the 19th of February. The inspection was effectively conducted within 48h of the port entry, as required by CM 10-03, paragraph 5. Preliminary Status: Compliant	Compliant	No further action required
44-004	Namibia		CM 10-03, paragraph 5, requires that inspections shall be conducted within 48 hours of port entry. The Namibian-flagged vessel Helena Ndume entered the Namibian port of Walvis Bay at 04:30 UTC 15 June 2024 and was inspected at 09:00 UTC 17 June 2024. Time delay of inspection after the 48 hour deadline: 4 hours 30 minutes	The vessel was pre-inspected on arrival in port 15 June 2024. Offloading of cargo was concluded on 17 June 2024 whereafter the full inspection report was completed and submitted to SEAFO Secretariat. Preliminary Status: Compliant	Compliant	No further action required
44-005	New Zealand		CM 10-03, paragraph 5, requires that inspections shall be conducted within 48 hours of port entry. The New Zealand-flagged vessel Janas entered the New Zealand port of Nelson at 15:00 05 Feb 2025 and was inspected at 10:04 08 Feb 2025.	The Janas had notified that it would be coming into port on the 7th February 2025. A Fishery Officer was arranged to inspect the vessel within the 48-hour period. The vessel came in earlier than expected on the 5th February. The vessel manager did not notify MPI of this and the Fishery	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			Time delay of inspection after the 48 hour deadline: 19 hours 4 minutes	Officer had not checked to see if the vessel arrival date had changed. New Zealand has investigated this. Relevant staff have been briefed, and training has been updated to prevent recurrence. Improved monitoring of vessel movements into Port Nelson has also been put in place. Further Action: No further action required. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-006	New Zealand		CM 10-03, paragraph 5, requires that inspections shall be conducted within 48 hours of port entry. The Australian-flagged vessel Antarctic Discovery entered the New Zealand port of Nelson at 09:00 01 Sep 2024 and was inspected at 12:00 05 Sep 2024. In submission of the inspection report New Zealand noted the following: "Unfortunately, this inspection falls outside of the 48-hour timeframe. The inspection was delayed due to miscommunication from the local office (after notification from the international team of the vessels arrival) and the inspecting fishery officer. " Time delay of inspection after the 48 hour deadline: 2 days 3 hours	The inspection was delayed because of miscommunication between the inspecting officers and the national team; the inspecting officers did not realise that the CCAMLR Conservation Measures applied to the vessel, which was returning from the SPRFMO area and was carrying <i>Dissostichus</i> spp. New Zealand has investigated this. Relevant staff have been briefed, and training has been updated to prevent recurrence Further Action: No further action required. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-007	South Africa		CM 10-03, paragraph 5, requires that inspections shall be conducted within 48 hours of port entry. The Japanese-flagged vessel Shinsei Maru No 8 entered the South African port of Cape Town on 09:30 1 May 2025 and was inspected at 09:00 8 May 2025. Time delay of inspection after the 48 hour deadline: 4 days 23 hours 30 minutes.	Following the delay in inspecting the Japanese-flagged vessel Shinsei Maru No 8, the following measures have been implemented to ensure strict compliance with Port State obligations and relevant conservation measures: 1. Capacity Building: All Fishery Control Officers (FCOs) will continue inhouse targeted training on CCAMLR, SIOFA, and SEAFO conservation measures. A recent workshop conducted by the Secretariat will ensure that officials are fully equipped to be familiarized and cross-train other officials with the relevant regulations. 2. Dedicated Oversight: A dedicated FCO has been appointed to manage all inspections of CCAMLR, SIOFA, and SEAFO-flagged vessels. In their absence, alternate FCOs are instructed to provide immediate coverage to prevent delays. 3. Streamlined Communication & Reporting: The assigned FCO will oversee all correspondence related to inspections, under the close supervision of the Acting Director: Compliance, who will be copied on all reports to ensure no submissions are overlooked. 4. Monitoring and Continuous Improvement: Compliance monitoring will be enhanced through regular reviews of inspection timelines. Lessons learned from any delays will inform ongoing training	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				and operational adjustments, ensuring that future inspections meet all deadlines and regulatory obligations. Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-008	Uruguay		CM 10-03, paragraph 5, requires that inspections shall be conducted within 48 hours of port entry. The Russian-flagged vessel Yantar 31 entered the Uruguayan port of Montevideo at 18:00 28 March 2025 and was inspected at 13:30 31 March 2025. Time delay of inspection after the 48 hour deadline: 19 hours 30 minutes	La inspección se realizó con un retraso por la imposibilidad de acceso físico al barco. La inspección se puede llevar a cabo una vez que se habilita el acceso físico de los inspectores al barco, situación que provoca retrasos sistemáticos en relación a la fecha de ingreso oficial del barco a puerto. Durante los meses de febrero y marzo se acumulan los arribos de barcos de la CCRVMA al puerto y en consecuencia se prioriza el orden de las inspecciones: considerando los antecedentes, operaciones anteriores y revisión de documentación, el Yantar 31 RUS fue considerado de bajo riesgo y de baja prioridad en el orden de inspección. The inspection was delayed because of physical impediments that blocked access to the vessel. The inspection could be carried out once the inspectors were given physical access to the vessel. The situation caused a series of delays beginning from the vessel's official port entry date.	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.5

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				During February and March, there are numerous CCAMLR vessel arrivals, so a system is established to determine inspection priorities; after considering the vessel's background, past operations, and documentation, the Yantar 31 RUS was deemed low risk and assigned low inspection priority. Further Action: Se continua con la mejora de los procesos de información previa de los barcos al área portuaria para mejorar los tiempos de inspección. Cabe destacar que a partir de mayo 2025, se comenzaron a ingresar las inspecciones en el sistema GIES (Global Information Echange System) mejorando la información disponible previamente a la autorización de entrada a puerto de Montevideo. Work is under way to improve the processes for prior vessel notification to the port authority in order to streamline inspection times. It should be noted that as of May 2025, inspections began to be entered into the GIES (Global Information Exchange System), thereby increasing the information available prior to authorisation to enter the port of Montevideo. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-009	Uruguay		CM 10-03, paragraph 5, requires that inspections shall be conducted within 48 hours of port entry. The Namibian-flagged vessel Helena Ndume entered the Uruguayan port of Montevideo at 08:00 26 Feb 2025 and was inspected at 13:00 28 Feb 2025. Time delay of inspection after the 48 hour deadline: 5 hours	La inspección se realizó con un retraso por la imposibilidad de acceso físico al barco. La inspección se puede llevar a cabo una vez que se habilita el acceso físico de los inspectores al barco, situación que provoca retrasos sistemáticos en relación a la fecha de ingreso oficial del barco a puerto. Durante los meses de febrero y marzo se acumulan los arribos de barcos de la CCRVMA al puerto y en consecuencia se prioriza el orden de las inspecciones: considerando los antecedentes, operaciones anteriores y revisión de documentación, el Helena Ndume NAM fue considerado de bajo riesgo y de baja prioridad en el orden de inspección. The inspection was delayed because of physical impediments that blocked access to the vessel. The inspection could be carried out once the inspectors were given physical access to the vessel. The situation caused a series of delays beginning from the vessel's official port entry date. During February and March, there are numerous CCAMLR vessel arrivals, so a system is established to determine inspection priorities: after considering the vessel's background, past operations, and documentation, the Helena Ndume NAM was deemed low risk and assigned low inspection priority. Further Action:	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				Se continua con la mejora de los procesos de información previa de los barcos al área portuaria para mejorar los tiempos de inspección. Cabe destacar que a partir de mayo 2025, se comenzaron a ingresar las inspecciones en el sistema GIES (Global Information Echange System) mejorando la información disponible previamente a la autorización de entrada a puerto de Montevideo. There is ongoing work to improve the processes for the vessels' prior notification to the port authority in order to improve inspection times. It should be noted that as of May 2025, inspections began to be entered into the GIES (Global Information Exchange System), thereby increasing the information available prior to authorisation to enter the port of Montevideo. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-010	Uruguay		CM 10-03, paragraph 5, requires that inspections shall be conducted within 48 hours of port entry. The Uruguayan-flagged vessel Proa Pioneer entered the Uruguayan port of Montevideo at 08:00 10 Feb 2025 and was inspected at 17:30 12 Feb 2025.	La inspección se realizó con un retraso por la imposibilidad de acceso físico al barco. La inspección se puede llevar a cabo una vez que se habilita el acceso físico de los inspectores al barco, situación que provoca retrasos sistemáticos en relación a la fecha de ingreso oficial del barco a puerto. En concreto, esta unidad pesquera FV Proa Pioneer (URY), contaba con el sistema de	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			Time delay of inspection after the 48 hour deadline: 9 hours 30 minutes	VMS centralizado y un Observador Científico nacional a bordo. Durante los meses de febrero y marzo se acumulan los arribos de barcos de la CCRVMA al puerto y en consecuencia se prioriza el orden de las inspecciones: el citado FV Proa Pioneer fue considerado de bajo riesgo y de baja prioridad en el orden de inspección. The inspection was delayed because of physical impediments that blocked access to the vessel. The inspection could be carried out once the inspectors were given physical access to the vessel. The situation caused a series of delays beginning from the vessel's official port entry date. Specifically, the FV Proa Pioneer (URY) had a centralized VMS system and a national scientific observer on board. During February and March, there are numerous CCAMLR vessel arrivals, so a system is established to determine inspection priorities: the FV Proa Pioneer was deemed low risk and assigned low inspection priority. Further Action: Se continua con la mejora de los procesos de información previa de los barcos al área portuaria para mejorar los tiempos de inspección. Cabe destacar que, a partir de mayo 2025, se comenzaron a ingresar las inspecciones en el sistema GIES (Global Information Echange System) mejorando la		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				información disponible previamente a la autorización de entrada a puerto de Montevideo. Work is under way to improve the processes for prior vessel notification to the port authority in order to streamline inspection times. It should be noted that, as of May 2025, inspections began to be recorded in the GIES (Global Information Exchange System), thereby increasing the information available prior to authorisation for entry to the port of Montevideo. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-011	Chile		CM 10-03, paragraph 8, requires the transmission of a port inspection report to the Secretariat within 30 days of the inspection date (or as soon as possible where compliance issues have arisen). The inspection of the Chilean-flagged vessel Globalpesca I occurred on 25 March 2025 at Punta Arenas, Chile. The Secretariat noted in reconciling the CDS database with the port inspection database that the port inspection report had not been received. The Secretariat requested the port inspection report on 17 July 2025. The port inspection report was received on 17 July 2025.	Con relación al retraso en el envío a la Secretaría del informe de inspección en puerto a la embarcación chilena GLOBALPESCA I, la cual fue realizada el 25 de marzo de 2025 en el puerto de Punta Arenas y notificada a la Secretaría el día 17 de julio de 2025 (84 vencido el plazo), se informa que ello se debió a una confusión asociada a un problema de control y supervisión para su envío dentro de los plazos establecidos en la Medida de Conservación. Es relevante señalar que este retraso ocurrió sólo en 1 de las 33 inspecciones realizadas por Chile durante el período analizado, lo que refleja un alto estándar de cumplimiento general por parte de Chile.	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			Time delay of transmission after the 30 day deadline: 84 days	Con el fin de evitar la reiteración de este tipo de situaciones, se han reforzado los mecanismos internos de control y supervisión, con el objeto de asegurar que los informes de inspección sean remitidos a la Secretaría dentro de los plazos normativos previstos. Regarding to delay in sending the port inspection report on the Chilean vessel GLOBALPESCA I to the Secretariat, which was carried out on March 25, 2025, in the port of Punta Arenas and notified to the Secretariat on July 17, 2025 (84 days after the deadline), it is reported that this was due to confusion associated with a control and supervision problem for its submission within the deadlines established in the Conservation Measure. It is important to note that this delay occurred in only 1 of the 33 inspections carried out by Chile during the period analysed, reflecting a high standard of overall compliance by Chile. In order to prevent the recurrence of such situations, internal control and supervision mechanisms have been strengthened to ensure that inspection reports are submitted to the Secretariat within the prescribed timeframes. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-012	Namibia		CM 10-03, paragraph 8, requires the transmission of a port inspection report to	The Helena Ndume was licence to harvest toothfish in SEAFO Convention Area. She	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			the Secretariat within 30 days of the inspection date (or as soon as possible where compliance issues have arisen). Namibia issued DCD NA-24-0002-E which states that the Helena Ndume unloaded 4 905 kg of toothfish from Area 47 on 17 June 2024 at Walvis Bay, Namibia. The inspection of the Namibian-flagged vessel Helena Ndume occurred on 17 June 2024 at Walvis Bay, Namibia. The Secretariat noted in reconciling the CDS database with the port inspection database that the port inspection report had not been received. The Secretariat requested the port inspection report on 17 July 2025. The port inspection report was received on 17 July 2025. Time delay of transmission after the 30 day deadline: 365 days	complied with all SEAFO Reporting Requirements, and the SEAFO port inspection report was submitted to SEAFO Secretariat within the required time frame. Namibia unfortunately neglects to submit copy of the port inspection report to CCAMLR Secretariat and when made aware by the Secretariat, the inspection report was submitted on the same date of 17 June 2025 as requested. Further Action: Namibia commits to ensure that port inspection reports will be shared with both CCAMLR and SEAFO irrespective of where the vessel operates and unload her cargo. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-013	South Africa		CM 10-03, paragraph 8, requires the transmission of a port inspection report to the Secretariat within 30 days of the inspection date (or as soon as possible where compliance issues have arisen). The inspection of the Ukrainian-flagged vessel More Sodruzhestva occurred on 25 May 2024 by South African port officials and the transmission of the port inspection report occurred on 6 August 2024.	The inspection was done timeously, however the delay to submit the report was due to the lack of dedicated inspectors with specific roles to take responsibility of submitting the reports. This matter has been addressed and officials have been assigned to this function. There was no compliance issues reported in the inspection form, with the vessel	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			Time delay of transmission after the 30 day deadline: 43 days	being fully compliant with all Conservation Measures for the trip. To address this challenge and prevent delays in reporting, South Africa has strengthened its inspection procedures. These reports will be updated and finalized as soon as offloading concludes, ensuring timely communication regardless of operational delays. To reinforce consistency, a dedicated Fishery Control Officer (FCO) has been assigned to all CCAMLR, SIOFA, and SEAFO vessels. All inspection reports will be copied to the Acting Director: Compliance, who will provide oversight and ensure that no submissions are missed. South Africa regrets the delay in reporting in this instance and is confident that the above measures will ensure more timely inspection reporting in the future, while maintaining full compliance with Port State obligations. Further Action: None required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-014	South Africa		CM 10-03, paragraph 8 , requires the transmission of a port inspection report to the Secretariat within 30 days of the inspection date (or as soon as possible where compliance issues have arisen).	South Africa is committed to strengthening the effectiveness and consistency of its Port State measures across all relevant RFMOs.	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			The inspection of the Japanese-flagged vessel Shinsei Maru No 8 occurred on 08 May 2025 by South African port officials. A IOTC port inspection report was transmitted to the CCAMLR Secretariat on 26 Jun 2025. A CCAMLR port inspection form was requested and provided on 2 July 2025. The fishing activity occurred in Area 47 and Subareas 88.1 and 48.6. Only toothfish and bait species were reported in the inspection reports, no tuna species. Time delay of transmission after the 30 day deadline: IOTC inspection report 20 days and CCAMLR inspection report 26 days	To further improve efficiency, a dedicated Fishery Control Officer (FCO) has been assigned to oversee inspections of all CCAMLR, SIOFA, and SEAFO vessels. Where the assigned officer is unavailable, coverage will be provided by other trained FCOs to ensure continuity. To ensure robust oversight, the Acting Director: Compliance will be copied on all reports and will monitor submissions to confirm their timely transmission. Through these measures, South Africa aims to reinforce its commitment to full transparency, accountability, and cooperation with CCAMLR and other RFMOs Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-015	United Kingdom		CM 10-03, paragraph 8, requires the transmission of a port inspection report to the Secretariat within 30 days of the inspection date (or as soon as possible where compliance issues have arisen). The inspection of the UK-flagged vessel Argos Helena occurred on 08 April 2025. The Secretariat noted in reconciling the CDS database with the port inspection database that the port inspection report had	The UK investigated this potential compliance issue. The port inspection was carried out on 8 April, in accordance with Conservation Measure 10-03. On the same day, the inspection report was submitted to the single contact point at the monitoring centre, rather than to the monitoring team, as required. Subsequently, the responsible individual attempted to submit the report to the	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			not been received. The Secretariat requested the port inspection report on 17 July 2025. The port inspection report was received on 17 July 2025. Time delay of transmission after the 30 day deadline: 70 days	Secretariat on 10 April. However, due to a system error, the email remained in the outbox and was not delivered. This issue went unnoticed as the individual commenced a period of annual leave immediately afterward. Following notification from the Secretariat, the report was promptly submitted to the Secretariat on 17 July. A consultation with the relevant departments has since been completed. As a result, internal guidance and procedures have been updated to prevent similar issues from occurring in the future. Further Action: None Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-016	Uruguay		CM 10-03, paragraph 8, requires the transmission of a port inspection report to the Secretariat within 30 days of the inspection date (or as soon as possible where compliance issues have arisen). The inspection of the Uruguayan-flagged vessel Proa Pioneer occurred on 12 Feb 2025 at Montevideo, Uruguay. The Secretariat noted in reconciling the CDS database with the port inspection database that the port inspection report had not been received. The Secretariat	El retraso de las transmisiones de los datos puede ser atribuido al cambio de personal técnico asignado a la tarea. Durante el año 2025 se incorporó nuevo personal, y se envió a un técnico para su preparación al Taller sobre Sistema SDC para inspectores realizado en Sudáfrica (12 al 16 mayo 2025). Se espera incorporar más personal calificado para los períodos de mayor frecuencia de ingreso barcos al puerto de Montevideo. Asimismo, se solicitó a las empresas mayor puntualidad en la emisión de los documentos/conocimientos de embarque.	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			requested the port inspection report on 17 July 2025. The port inspection report was received on 26 July 2025. Time delay of transmission after the 30 day deadline: 134 days	The cause of the delay in the notification of data is changes to the technical staff assigned to the task. In 2025, new staff were hired, and a technical officer attended the South Africa CDS workshop for inspectors (12 to 16 May 2025). We are planning to increase the number of qualified staff for the periods of high frequency of vessel entries to the port of Montevideo. Also, we pointed out to companies the importance of the timely issuing of documents/bills of lading. Further Action: Se solicitó al organismo de control y a las empresas pesqueras mayor puntualidad en la emisión de los documentos/conocimientos de embarque. We pointed out both to the monitoring entity and to the fishing companies the importance of the timely issuing of documents/bills of lading. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-017	Uruguay		CM 10-03, paragraph 8, requires the transmission of a port inspection report to the Secretariat within 30 days of the inspection date (or as soon as possible where compliance issues have arisen). The inspection of the Uruguayan-flagged vessel Proa Pioneer occurred on 26 May 2025 at Montevideo, Uruguay.	El retraso de las transmisiones de los datos puede ser atribuido al cambio de personal técnico asignado a la tarea. Durante el año 2025 se incorporó nuevo personal, y se envió a un técnico para su preparación al Taller sobre Sistema SDC para inspectores realizado en Sudáfrica (12 al 16 mayo 2025). Se espera incorporar más personal calificado para los períodos de mayor	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			The Secretariat noted in reconciling the CDS database with the port inspection database that the port inspection report had not been received. The Secretariat requested the port inspection report on 17 July 2025. The port inspection report was received on 26 July 2025. Time delay of transmission after the 30 day deadline: 31 days	frecuencia de ingreso barcos al puerto de Montevideo. Asimismo, se solicitó a las empresas mayor puntualidad en la emisión de los documentos/conocimientos de embarque. The cause of the delay in the notification of data is changes to the technical staff assigned to the task. In 2025, new staff were hired, and a technical officer attended the South Africa CDS workshop for inspectors (12 to 16 May 2025). We are planning to increase the number of qualified staff for the periods of high frequency of vessel entries to the port of Montevideo. Also, we pointed out to companies the importance of the timely issuing of documents/bills of lading. Further Action: Se solicitó al organismo de control y a las empresas pesqueras mayor puntualidad en la emisión de los documentos/conocimientos de embarque. We pointed out both to the monitoring entity and to the fishing companies the importance of the timely issuing of documents/bills of lading. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-018	Uruguay		CM 10-03, paragraph 8, requires the transmission of a port inspection report to the Secretariat within 30 days of the	El retraso de las transmisiones de los datos puede ser atribuido al cambio de personal técnico asignado a la tarea. Durante el año 2025 se incorporó nuevo personal, y se	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			inspection date (or as soon as possible where compliance issues have arisen). The inspection of the Russian-flagged vessel Yantar 31 occurred on 31 March 2025 at Montevideo, Uruguay. The Secretariat noted in reconciling the CDS database with the port inspection database that the port inspection report had not been received. The Secretariat requested the port inspection report on 17 July 2025. The port inspection report was received on 23 July 2025. Time delay of transmission after the 30 day deadline: 84 days	envió a un técnico para su preparación al Taller sobre Sistema SDC para inspectores realizado en Sudáfrica (12 al 16 mayo 2025). Se espera incorporar más personal calificado para los períodos de mayor frecuencia de ingreso barcos al puerto de Montevideo. Asimismo, se solicitó a las empresas mayor puntualidad en la emisión de los documentos/conocimientos de embarque. The cause of the delay in the notification of data is changes to the technical staff assigned to the task. In 2025, new staff were hired, and a technical officer attended the South Africa CDS workshop for inspectors (12 to 16 May 2025). We are planning to increase the number of qualified staff for the periods of high frequency of vessel entries to the port of Montevideo. Also, we pointed out to companies the importance of the timely issuing of documents/bills of lading. Further Action: Se solicitó al organismo de control y a las empresas pesqueras mayor puntualidad en la emisión de los documentos/conocimientos de embarque. We pointed out both to the monitoring entity and to the fishing companies the importance of the timely issuing of documents/bills of lading. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
CM 10-04						
44-019	France	Albius	CM 10-04, paragraph 13, requires Flag States to notify the Secretariat within 24 hours of each entry to, exit from and movement between subareas of the Convention Area. Analysis of VMS data identified that a movement notice had not been provided by the Albius for entry into Division 58.4.4b. The Secretariat requested a movement notice from the French VMS Contact Officers on 0551 UTC 05 August 2024. A movement notification was provided to the Secretariat on 0825 UTC 05 August 2024 for the Albius entry into Division 58.4.4b notifying the entry time of 0322 UTC 26 July 2024. Time delay after the 24 hour deadline: 9 days 5 hours 3 minutes	France acknowledges that the notification was provided after the 24h-deadline . The vessel hadn't expected her course to go that South and enter the CCAMLR area, so the crew forgot to provide a notification. Further Action: A reminder to be careful and diligent with CCAMLR notification has been made to the vessel. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required
44-020	France	Albius	CM 10-04, paragraph 13, requires Flag States to notify the Secretariat within 24 hours of each entry to, exit from and movement between subareas of the Convention Area. Analysis of VMS data identified that a movement notice had not been provided by the Albius for entry into Division 58.5.1. The Secretariat requested a movement notice from the French VMS Contact Officers on 0551 UTC 05 August 2024.	France acknowledges that the notification was provided after the 24h-deadline. The vessel hadn't expected her course to go that South and enter the CCAMLR area, so the crew forgot to provide a notification. Further Action: A reminder to be careful and diligent with CCAMLR notification has been made. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			A movement notification was provided to the Secretariat on 0825 UTC 05 August 2024 for the Albius entry into Division 58.5.1 notifying the entry time of 1920 UTC 26 July 2024. Time delay after the 24 hour deadline: 8 days 13 hours 5 minutes			
44-021	France	Ile de la Reunion II	CM 10-04, paragraph 13, requires Flag States to notify the Secretariat within 24 hours of each entry to, exit from and movement between subareas of the Convention Area. Analysis of VMS data identified that a movement notice had not been provided by the Ile de la Reunion II for entry into Division 58.4.4b. The Secretariat requested a movement notice from the French VMS Contact Officers on 13 August 2024 2258 UTC. A movement notification was provided to the Secretariat on 14 August 2024 0429 UTC for the Ile de la Reunion II entry into Division 58.4.4b notifying the entry time of 13 August 2024 0250 UTC. Time delay after the 24 hour deadline: 1 hour 39 minutes	France acknowledges that the notification was provided 1 hour and 39 minutes after the 24h-deadline. The ship forgot to transmit the notification. Further Action: Reminders to the ship have been issued. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required
44-022	Korea, Republic of	Sae In Master	CM 10-04, paragraph 13, requires Flag States to notify the Secretariat within 24 hours of each entry to, exit from and movement between subareas of the Convention Area.	This case does not constitute non-compliance. Both the SAE IN MASTER and SAE IN PIONEER submitted entry and movement reports when transiting from the Ross Sea SRZ into 88.2A MPA	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			Analysis of VMS data identified that a movement notice had not been provided by the Sae In Master for entry into Subarea 88.2. The Secretariat requested a movement notice on 28 January 2025 0314 UTC. A movement notification was provided to the Secretariat on 28 January 2025 0519 UTC for the Sae In Master for entry into Subarea 88.2 notifying the entry time of 26 January 2025 1500 UTC. The submission of the notification noted that the vessel's telecommunications equipment was malfunctioning. Time delay after the 24 hour deadline: 14 hours 19 minutes	GPZ 1. These reports were filed on 27 January 2025 at 01:44 and 07:35 UTC, respectively—within 24 hours of their entry into Subarea 88.2A as required by CM 10-04. 3) Detailed Circumstances The Ross Sea SRZ covers Subareas 88.1K and 88.2A. Both vessels filed entry and movement reports when first entering the SRZ, and thereafter continued navigating within the SRZ. Because GPZ 1 is located inside Subarea 88.2A, the reports submitted upon entering GPZ 1 were treated as the required entry and movement reports for Subarea 88.2A. The vessels did not exit the SRZ (e.g. from 88.1K into 88.1I) and then re-enter Subarea 88.2A, which would have required an additional set of intention and movement reports. Instead, they remained continuously within the Ross Sea SRZ before proceeding into GPZ 1 of 88.2A. Both vessels submitted their movement reports for 88.2A MPA GPZ 1 on 27 January 2025 within 24 hours of entry, thereby meeting the requirements of CM 10-04. 4) Record of Reports Submitted (UTC times) SAE IN MASTER		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				A. 88.1 SRZ Intention Entry Report: 25 Jan 2025, 10:54 B. 88.1 SRZ Movement Report: 26 Jan 2025, 02:23 C. 88.2 MPA GPZ1 Intention Entry Report: 26 Jan 2025, 05:09 D. 88.2 MPA GPZ1 Movement Report: 27 Jan 2025, 01:44 Further Action: No further action required Preliminary Status: Compliant		
44-023	Korea, Republic of	Sae In Pioneer	CM 10-04, paragraph 13, requires Flag States to notify the Secretariat within 24 hours of each entry to, exit from and movement between subareas of the Convention Area. Analysis of VMS data identified that a movement notice had not been provided by the Sae In Pioneer for entry into Subarea 88.2. The Secretariat requested a movement notice on 28 January 2025 0314 UTC. A movement notification was provided to the Secretariat on 28 January 2025 0512 UTC for the Sae In Pioneer for entry into Subarea 88.2 notifying the entry time of 26 January 2025 1900 UTC. The submission of the notification noted that the vessel's telecommunications equipment was malfunctioning.	This case does not constitute non-compliance. Both the SAE IN MASTER and SAE IN PIONEER submitted entry and movement reports when transiting from the Ross Sea SRZ into 88.2A MPA GPZ 1. These reports were filed on 27 January 2025 at 01:44 and 07:35 UTC, respectively—within 24 hours of their entry into Subarea 88.2A as required by CM 10-04. 3) Detailed Circumstances The Ross Sea SRZ covers Subareas 88.1K and 88.2A. Both vessels filed entry and movement reports when first entering the SRZ, and thereafter continued navigating within the SRZ. Because GPZ 1 is located inside Subarea 88.2A, the reports submitted upon entering	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			Time delay after the 24 hour deadline: 10 hours 12 minutes	GPZ 1 were treated as the required entry and movement reports for Subarea 88.2A. The vessels did not exit the SRZ (e.g. from 88.1K into 88.1I) and then re-enter Subarea 88.2A, which would have required an additional set of intention and movement reports. Instead, they remained continuously within the Ross Sea SRZ before proceeding into GPZ 1 of 88.2A. Both vessels submitted their movement reports for 88.2A MPA GPZ 1 on 27 January 2025 within 24 hours of entry, thereby meeting the requirements of CM 10-04. 4) Record of Reports Submitted (UTC times) SAE IN PIONEER A. 88.1 SRZ Intention Entry Report: 25 Jan 2025, 19:32 B. 88.1 SRZ Movement Report: 26 Jan 2025, 09:13 C. 88.2 MPA GPZ1 Intention Entry Report: 26 Jan 2025, 02:54 D. 88.2 MPA GPZ1 Movement Report: 27 Jan 2025, 07:35 Further Action: No further action required Preliminary Status: Compliant		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-024	Korea, Republic of	Southern Park	CM 10-04, paragraph 13, requires Flag States to notify the Secretariat within 24 hours of each entry to, exit from and movement between subareas of the Convention Area. Analysis of VMS data identified that a movement notice had not been provided by the Southern Park for entry into Subarea 88.2. The Secretariat requested a movement notice on 28 January 2025 0314 UTC. A movement notification was provided to the Secretariat on 28 January 2025 0616 UTC for the Southern Park for entry into Subarea 88.2 notifying the entry time of 26 January 2025 1306 UTC. The submission of the notification noted that the vessel's telecommunications equipment was malfunctioning. Time delay after the 24 hour deadline: 17 hours 10 minutes	Timeline Jan 25, 2025 23:30 UTC: Hongjin Corp. HQ sent a directive to the Hongjin fleet to report their movement after concluding operations in subarea 88.1. Jan 26, 2025: Hongjin Corp. HQ and the vessel received an official letter from the Republic of Korea's FMC, based on a letter sent from the CCAMLR Secretariat to the ROK FMC on Jan 28. Jan 28, 2025 04:47 UTC :After confirming the official letter, HQ attempted to contact the Southern Park again but failed due to poor communication. HQ then contacted the Hongjin No. 701 and instructed it to submit the movement report on behalf of the Southern Park. Jan 28, 2025 05:25 UTC: The Hongjin No. 701 and Seven Park completed their movement reports from subarea 88.1 to 88.2. It was confirmed through the fleet that the Southern Park's report was delayed due to poor communication, and the vessel would report once the connection stabilized. Jan 28, 2025 05:40 UTC: The Hongjin No. 701 submitted the movement report to the Secretariat on behalf of the Southern Park. Jan 28, 2025 06:16 UTC: A corrected report was resubmitted due to an error in the previously reported information. Despite the best efforts of the Southern Park to respond as proactively as possible, the transmission was not successfully completed within the regulated 24-hour period during the transit, leading to a delay	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				in the movement report due to communication errors. During the 24/25 fishing season, the Southern Park was equipped with a total of four communication systems (two Inmarsat FBB sets, GX equipment, and an Iridium phone). However, communication failures frequently occurred in certain areas. To prevent compliance issues arising from such failures in the upcoming season, Hongjin Corp. plans to install additional Starlink communication equipment on all its vessels to minimize connection disturbances. A trial installation of Starlink on the Hongjin No. 701 during the same season confirmed its stable connectivity in the Antarctic region. As follow-up actions, the Ministry of Oceans and Fisheries issued a warning to the operator, provided an educational session and instructed to submit a plan for preventive measures. As part of the measures, the vessel will be using its electronic reporting system which features two-way communication between the vessel and the Korean FMC in addition to its communication with the CCAMLR Secretariat, to make sure all required information is transmitted in a timely manner even with weather-induced communication disturbances. Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-025	South Africa	Koryo Maru No. 11	CM 10-04, paragraph 13, requires Flag States to notify the Secretariat within 24 hours of each entry to, exit from and movement between subareas of the Convention Area. Analysis of VMS data identified that a movement notice had not been provided by the Koryo Maru No 11 for entry into Subarea 58.7. The Secretariat requested a movement notice on 16 December 2024 0209 UTC. A movement notification was provided to the Secretariat on 16 December 2024 0638 UTC for the Koryo Maru No 11 for entry into Subarea 58.7 notifying the entry time of 13 December 2024 0811 UTC. Time delay after the 24 hour deadline: 1 day 22 hours 27 minutes	South Africa acknowledges the Secretariat's finding regarding the absence of a clear and timely entry notification for the Koryo Maru No. 11 into Subarea 58.7 on 13 December 2024. The vessel did transmit several emails during this period, including positional reports and explanations of movements. However, these communications were not expressed in the prescribed CM 10-04 Annex 10-04/A format and were therefore not interpreted by the Secretariat as constituting a formal entry notification. South Africa accepts that this caused uncertainty and resulted in the notification being considered late. We apologise for this lack of clarity. The master of the vessel has been formally instructed to ensure that all future subarea entry, exit, and movement reports are: • transmitted explicitly as entry notifications when crossing into a subarea; • made strictly in compliance with CM 10-04, paragraph 13, using the prescribed Annex 10-04/A format; and • submitted within the required 24-hour timeframe. To prevent recurrence, the Department has re-issued guidance to the vessel master, reinforcing the need for clarity, format compliance, and timeliness in all movement notifications. Further Action:	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				No further action required		
				Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-026	South Africa	Koryo Maru No. 11	CM 10-04, paragraph 13, requires Flag States to notify the Secretariat within 24 hours of each entry to, exit from and movement between subareas of the Convention Area. A movement notification was provided to the Secretariat on 18 December 2024 0927 UTC for the Koryo Maru No 11 for entry into Subarea 58.7 notifying the entry time of 14 December 2024 0816 UTC. Time delay after the 24 hour deadline: 3 days 1 hour 11 minutes	South Africa acknowledges the Secretariat’s observation regarding the movement notification for the Koryo Maru No. 11 on 18 December 2024, relating to its entry into Subarea 58.7 at 08:16 UTC on 14 December 2024. It is noted that while the vessel master did transmit a position and activity update to various recipients on 14 December 2024, the formal movement notification to the Secretariat was only received on 18 December 2024, thereby exceeding the 24-hour reporting deadline set out in CM 10-04, paragraph 13. This delay arose due to the sequencing of notifications and the failure to submit the report in the prescribed CM 10-04A format, which created uncertainty and ultimately resulted in non-compliance with the strict timeline. Corrective measures have been taken. The vessel master has been reminded of the specific requirements under CM 10-04, paragraph 13, and instructed to ensure all future reports are submitted directly to the Secretariat, within the required timeframe, and in the prescribed format. Furthermore, the Department has reiterated reporting obligations to all operators and	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				strengthened internal monitoring procedures to prevent recurrence. South Africa reaffirms its commitment to ensuring full compliance with CCAMLR conservation measures and will continue working with the Secretariat to maintain consistency and accuracy in reporting Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-027	South Africa	Koryo Maru No. 11	CM 10-04, paragraph 13, requires Flag States to notify the Secretariat within 24 hours of each entry to, exit from and movement between subareas of the Convention Area. A movement notification was provided to the Secretariat on 30 September 2024 1851 UTC for the Koryo Maru No 11 for entry into Subarea 58.7 notifying the entry time of 29 September 2024 0722 UTC. Time delay after the 24 hour deadline: 11 hours 29 minutes	South Africa acknowledges the Secretariat's observation regarding the movement notification for the Koryo Maru No. 11 on 30 September 2024. We note that the vessel master submitted notifications on 29 September 2024 regarding entry into the EEZ as well as commencement of fishing activities. However, the subsequent movement notification to the Secretariat was received outside of the 24-hour period prescribed in CM 10-04, paragraph 13. The delay resulted from the sequencing and format of the transmitted messages, which may have created difficulty in verifying compliance within the required timeframe. While notifications were indeed submitted, they were not provided in the prescribed CM 10-04A format.	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				The Department has since reminded the master of the Koryo Maru No. 11 of the strict requirement to submit all movement reports within the 24-hour deadline and in the correct format. In addition, guidance has been reinforced to all operators to prevent recurrence of similar issues, and enhanced monitoring measures are being applied to ensure future compliance with CM 10-04. South Africa remains committed to maintaining full transparency and adherence to CCAMLR conservation measures and appreciates the Secretariat's continued engagement in strengthening implementation Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
CM 10-05						
44-028	Argentina		CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of <i>Dissostichus</i> spp. imported into, or exported or re-exported from its territory be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export	With regard to this incident, the Argentine National Directorate of Fisheries Coordination and Supervision has informed that all the steps in the eCDS of this document were completed and validated on June 28, 2024, prior to the date of export, except for Step 4, where the signature was omitted due to an inadvertent error. Alerted to this by the exporting company about the box that had been left unvalidated, this error was	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			of Dissostichus spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is mandatory. A DED and/or DRED is not completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the e-CDS data has identified Argentina validated 1 DED after the declared export date. Therefore this shipment did not have a completed DED available to accompany it at the time of export. The identified DED accounts for <1% of Argentina's exports and <1% of all CDS exports. The time difference between the export and validation for the identified documents are: 1 DED was issued between 6 - 10 days after declared export date The DED document number is available as an attachment to this record on the website.	corrected. The merchandise was able to enter its destination in Port Everglades. Further Action: No further action is needed. Preliminary Status: Compliant		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-029	Chile		CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of <i>Dissostichus</i> spp. imported into, or exported or re-exported from its territory be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is mandatory. A DED and/or DRED is not completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the e-CDS data has identified Chile validated 3 DED after the declared export date. Therefore this shipment did not have a completed DED available to accompany it at the time of export. The identified DED accounts for <1% of Chile's exports and <1% of all CDS exports.	Con relación a la identificación de 3 DEDs que fueron validados en forma extemporánea, se informa que ellos se encuentran asociados 3 embarques diferentes de <i>Dissostichus eleginoides</i> (TOP) realizados por Chile durante el período analizado. El primer caso (DED 3E7E-94A4-7D28), con fecha de exportación del 16 de abril de 2025, fue parte de un embarque que consideró 9 DEDs, de los cuales sólo 1 fue validado con fecha 08 de mayo de 2025 (22 días después de la fecha de exportación). El segundo caso (DED E517-A696-3F64), con fecha de exportación del 20 de abril de 2025, fue parte de un embarque que consideró 36 DEDs, de los cuales sólo 1 fue validado con fecha 04 de junio de 2025 (45 días después de la fecha de exportación). El tercer caso (DED DAEC-9500-EBD3), con fecha de exportación del 10 de mayo de 2025, fue parte de un embarque que consideró 49 DEDs, de los cuales sólo 1 fue validado con fecha 05 de junio de 2025 (26 días después de la fecha de exportación). Una característica del sistema eCDS implementado en Chile, es la gran cantidad de DCD y DED que se validan (sobre el 65% del total mundial), lo que se explica por tener que registrar en el sistema eCDS	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			The time difference between the export and validation for the identified documents are: 3 DED were issued between 21-50 days after declared export date The DED document number is available as an attachment to this record on the website.	las capturas de TOP realizadas dentro de nuestra Zona Económica Exclusiva (ZEE) por embarcaciones artesanales (174 aproximadamente), implicando por ello la generación de una gran cantidad de documentos de exportación (DEDs) en el sistema, lo que consecuentemente redundó en una gran cantidad de DEDs asociados a nuestros embarques. Dado el contexto anterior, y en relación a los 3 DED validados en una fecha posterior a la de exportación, se informa que todos estos casos se debieron a errores involuntarios de carácter puntual, en la medida que los Inspectores de Pesca no completaron el paso 4 en el sistema eCDS para dichos DEDs, toda vez que los restantes documentos asociados a cada uno de los embarques se encontraban validados correctamente. Frente a ello, junto con reiterar las instrucciones realizadas a los Inspectores Nacionales respecto a los procedimientos que aplican a este tipo de certificación, es preciso señalar que los 3 casos detectados comprometen sólo el 0,1% de los DEDs validados por Chile durante el período analizado (3056 en total). Esta cifra supone una significativa disminución para estos hallazgos respecto de las temporadas anteriores, lo que estaría dando cuenta de la efectividad de las medidas dispuestas por Chile para enfrentarlos y evitarlos.		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				Regarding to three DEDs that were validated after the deadline, it is reported that they are associated with three different shipments of <i>Dissostichus eleginoides</i> (TOP) made by Chile during the period analyzed. The first case (DED 3E7E-94A4-7D28), with an export date of April 16, 2025, was part of a shipment that included nine DEDs, of which only one was validated on May 8, 2025 (22 days after the export date). The second case (DED E517-A696-3F64), with an export date of April 20, 2025, was part of a shipment that included 36 DEDs, of which only 1 was validated on June 4, 2025 (45 days after the export date). The third case (DED DAEC-9500-EBD3), with an export date of May 10, 2025, was part of a shipment that included 49 DEDs, of which only 1 was validated on June 5, 2025 (26 days after the export date). One feature of the eCDS system implemented in Chile is the large number of DCDs and DEDs that are validated (over 65% of the global total), which is explained by the requirement to register in the eCDS system the TOP catches made within our Exclusive Economic Zone (EEZ) by artisanal vessels (approximately 174), thereby generating a large number of export documents (DEDs) in the system, which consequently results in a large		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				number of DEDs associated with our shipments. Given the above context, and in relation to the three DEDs validated after the date of export, it is reported that all these cases were due to unintentional one-off errors, insofar as the Fisheries Inspectors did not complete step 4 in the eCDS system for those DEDs, since the remaining documents associated with each of the shipments were correctly validated. In view of this, in addition to reiterating the instructions given to National Inspectors regarding the procedures that apply to this type of certification, it should be noted that the three cases detected represent only 0.1% of the DEDs validated by Chile during the period analyzed (3,056 in total). This figure represents a significant decrease in these findings compared to previous seasons, which would indicate the effectiveness of the measures taken by Chile to address and prevent them. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-030 (a)	France		CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of <i>Dissostichus</i> spp. imported into, or exported or re-exported from its territory	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: We have investigated these incidents. In the case of 3 DEDs (FR-24-0030-E, FR-24-0029-E, and FR-24-0018-E,	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of Dissostichus spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export of Dissostichus spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is mandatory. A DED and/or DRED is not completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the e-CDS data has identified France validated 4 DED after the declared export date. Therefore this shipment did not have a completed DED available to accompany it at the time of export. The identified DED accounts for 1% of France's exports and <1% of all CDS exports. The time difference between the export and validation for the identified documents are: 3 DED were issued between 3 - 5 days after declared export date 1 DED was issued between 11 - 20 days after declared export date	corresponding to export reservation number EBKG11039890), an encoding error was made. The date entered for the export (13 December 2024) was in fact the date on which the DEDs were requested. The actual export took place on 26 December 2024 as indicated on the booking confirmation, which is after the DEDs were validated by the competent authorities (16 December 2024). As a result, the shipment was accompanied by validated DEDs as required by CM 10-05, paragraph 6. The competent authorities have been reminded of the importance of ensuring the correct encoding of information in the e-CDS. Further Action: None Preliminary status: Compliant		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			The DED document number is available as an attachment to this record on the website.			
44-030 (b)	France		CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of <i>Dissostichus</i> spp. imported into, or exported or re-exported from its territory be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is mandatory. A DED and/or DRED is not completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the e-CDS data has identified France validated 4 DED after the declared export date. Therefore this shipment did	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: We have investigated these incidents. In the case of one DED FR-24-0011-E, our investigation found that the export took place before the DED was validated. The export took place on 14 July 2024 but validation of the DED was delayed due to incomplete information having been provided by the exporter. The missing information (bill of lading number) was provided on 31 July and the DED was subsequently validated on 1 August 2024. The competent authorities have reviewed and improved their internal procedures to avoid this happening again. We note that the identified DED represents less than 1% of France's exports. Further Action: None Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			not have a completed DED available to accompany it at the time of export. The identified DED accounts for 1% of France's exports and <1% of all CDS exports. The time difference between the export and validation for the identified documents are: 3 DED were issued between 3 - 5 days after declared export date 1 DED was issued between 11 - 20 days after declared export date The DED document number is available as an attachment to this record on the website.			
44-031	Japan		CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of <i>Dissostichus</i> spp. imported into, or exported or re-exported from its territory be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is	(1) On 22 May 2025, an exporter inquired of the Fisheries Agency (FAJ) about the procedure of issuance and validation of DRED. During communications with this exporter, it was found that the toothfish products in question had already departed for Hong Kong. (2) FAJ immediately asked the exporter to explain the reason why this situation occurred. The exporter explained that it had never re-exported toothfish and was unfamiliar with the procedures for re-export of toothfish. Then, it was turned out that they overlooked the requirements for the necessary validation, which resulted in the above mentioned “late” inquiry after the export vessel had departed.	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			mandatory. A DED and/or DRED is not completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the e-CDS data has identified Japan validated 1 DED after the declared export date. Therefore this shipment did not have a completed DED available to accompany it at the time of export. The identified DED accounts for 100 % of Japan's exports and <1% of all CDS exports. The time difference between the export and validation for the identified documents are: 1 DED was issued between 11 - 20 days after declared export date The DED document number is available as an attachment to this record on the website.	(3) On the same day (22 May), the relevant authority of Hong Kong provided with FAJ the information on the mentioned re-exported products arriving there inquiring the status of DRED validation. Considering that the exporter promised to prevent a recurrence of such mistake, FAJ exceptionally conducted a document review and validated the re-export certificate retrospectively. (4) Although the requirement regarding the issuance and validation of DRED had already been widely publicized to exporters, following this incident, FAJ gave a stern instruction to the exporter to meet the requirements upon re-export . Since then, the exporter has fully complied with the requirements on DRED issuance and validation and been proceeding with re-exports without incidence. Further Action: No further action needed Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-032	New Zealand		CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of Dissostichus spp. imported into, or exported or re-exported from its territory be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of Dissostichus	The DED was issued to the requesting company for an export date of the 2nd of April. The exporter requested an amendment to their DED on the 22nd of April to show an export date of the 26th of March. This amendment was requested to reflect the internal (within NZ territorial sea)	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is mandatory. A DED and/or DRED is not completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the e-CDS data has identified New Zealand validated 1 DED after the declared export date. Therefore this shipment did not have a completed DED available to accompany it at the time of export. The identified DED accounts for 1% of New Zealand's exports and <1% of all CDS exports. The time difference between the export and validation for the identified documents are: 1 DED was issued between 6 - 10 days after declared export date	movements of the container as the importing country had a change to its trade policy and wanted this information to be reflected on the DED. The container departed at Timaru Port on the 2nd of April for Port Chalmers Port before departing New Zealand on the 6th of April. Because these ports are both in New Zealand the movement between the ports is within New Zealand's territory (according to paragraph 6 of CM 10-05), therefore, it did not require a DED. The DED was amended to account for this domestic movement at the request of the importer. This shipment had a complete and valid DED available to accompany it at the time of export. Further Action: No further action required. Preliminary Status: Compliant		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			The DED document number is available as an attachment to this record on the website.			
44-033	South Africa		CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of <i>Dissostichus</i> spp. imported into, or exported or re-exported from its territory be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is mandatory. A DED and/or DRED is not completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the e-CDS data has identified South Africa validated 3 DED after the declared export date. Therefore this shipment did not have a completed DED	We wish to clarify the circumstances that led to the late issuance of certain export permits (DEDs) relating to consignments exported on 12 January 2025. The client submitted complete applications for all applicable DEDs on Friday, 10 January 2025, prior to the estimated export date. The Department duly processed the applications and issued the corresponding DCDs (ZA-24-0002-E-1, ZA-24-0002-E-2, ZA-24-0002-E-3, ZA-24-0003-E-1, and ZA-24-0003-E-2), which correctly reflected the importers and product quantities. At the time, it was understood that all relevant DEDs had been issued. However, upon review by the client, it was identified that three of ten DEDs forming part of the original application were inadvertently omitted. This omission was immediately corrected by the Department on Tuesday, 14 January 2025, when the matter was brought to its attention. Unfortunately, this meant that the three outstanding DEDs were issued two days after the actual export date of 12 January 2025. The delay in reporting the omission was not intentional. The client experienced an urgent family crisis, which delayed their ability to review the documents and notify	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			available to accompany it at the time of export. The identified DED accounts for 7% of South Africa's exports and <1% of all CDS exports. The time difference between the export and validation for the identified documents are: 3 DED were issued between 1 - 2 days after declared export date The DED document number is available as an attachment to this record on the website.	the Department promptly. Once notified, the Department took immediate corrective action. We regret this administrative oversight and the late reporting and assure the Commission that all applications were submitted on time and that corrective action was taken at the earliest possible opportunity. Measures are being reinforced to prevent such oversights in future Further Action: None Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-034	Spain		CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of <i>Dissostichus</i> spp. imported into, or exported or re-exported from its territory be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: This incident relates to the DRED with export code 38A9-5B63-5654 that was validated after the export date. Steps 1-3 of the DRED were completed by the export authorities in the e-CDS on 8 May 2025. However, due to an administrative error, step 4 'Export state confirmation' remained pending and the exporter was notified of the DRED without this step having been completed. Upon noticing this omission following cross-checks, the export authorities proceeded to confirm the export in the e-CDS by completing step 4 on 21 May 2025. As a result, the date of confirmation by the exporting State is recorded as later than the date of export.	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			mandatory. A DED and/or DRED is not completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the e-CDS data has identified Spain validated 1 DED after the declared export date. Therefore this shipment did not have a completed DED available to accompany it at the time of export. The identified DED accounts for <1% of Spain's exports and <1% of all CDS exports. The time difference between the export and validation for the identified documents are: 1 DED was issued between 6 - 10 days after declared export date The DED document number is available as an attachment to this record on the website.	Although the shipment was accompanied by the DRED and the export authorities had confirmed their agreement to the exporter on 8 May, this was not reflected in the e-CDS until 21 May 2025. The export authorities have been reminded of the importance of ensuring that consignments of <i>Dissostichus</i> spp. are not exported without a DED/DRED that is validated in the e-CDS and to take the necessary actions to prevent this to happen in the future. The identified incident accounts for less than 1% of Spain's exports. Further Action: No further action needed Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-035	Uruguay		CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of <i>Dissostichus</i> spp. imported into, or exported or re-exported from its territory be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i>	Se reconoce el incumplimiento en cada caso. Durante el año 2025 se incorporó nuevo personal de certificación, y se envió a un técnico al Taller sobre Sistema SDC para inspectores realizado en Sudáfrica (12 al 16 mayo 2025). Se espera incorporar más personal calificado para los períodos de	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.10

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export of Dissostichus spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is mandatory. A DED and/or DRED is not completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the e-CDS data has identified Uruguay validated 20 DED after the declared export date. Therefore this shipment did not have a completed DED available to accompany it at the time of export. The identified DED accounts for 14% of Uruguay's exports and <1% of all CDS exports. The time difference between the export and validation for the identified documents are: 2 DED were issued between 1 - 2 days after declared export date 6 DED were issued between 3 - 5 days after declared export date	mayor frecuencia de ingreso barcos al puerto de Montevideo. Asimismo, se solicitó a las empresas mayor puntualidad en la emisión de los documentos/conocimientos de embarque. Non-compliance was acknowledged for each one of the issues. In 2025, new certification staff were hired, and a technician attended the South Africa CDS workshop for inspectors (12 to 16 May 2025). Plans are under way to increase the number of qualified staff during peak periods of vessel arrivals at the port of Montevideo. Also, companies were advised of the importance of the timely issuance of documents/bills of lading. Further Action: Se solicitó al organismo de control y a las empresas pesqueras mayor puntualidad en la emisión de los documentos/conocimientos de embarque. Both the monitoring authority and the fishing companies were advised of the importance of the timely issuance of documents/bills of lading. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			4 DED were issued between 6 - 10 days after declared export date 3 DED were issued between 11 - 20 days after declared export date 4 DED were issued between 21 - 50 days after declared export date 2 DED were issued between 51 - 100 days after declared export date The DED document number is available as an attachment to this record on the website.			
CM 10-09						
44-036	Netherlands	Fortunagracht	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 15:16 UTC 19 May 2025 from the Fortunagracht notifying its intention to tranship krill and supplies with the Antarctic Sea at 12:00 UTC 22 May 2025. Time difference: 68 hours 44 minutes	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: Investigations have confirmed that although the notification was duly provided, it was not submitted at least 72 hours in advance of the intended transhipment. The notification was provided 3 hours and 16 minutes late. The delay was the result of human error and time constraints due to the regular operation of the vessel. This issue was raised with the owner and the master of the vessel who were given a warning and reminded of their responsibilities and obligations. Further Action: No further action required	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-037	Netherlands	Fortunagracht	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 22:13 UTC 25 May 2025 from the Fortunagracht notifying its intention to tranship fuel and shipments with the Antarctic Provider at 22:00 UTC 28 May 2025. Time difference: 71 hours 47 minutes	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: Investigations have confirmed that although the notification was duly provided, it was not submitted at least 72 hours in advance of the intended transhipment. The notification was provided 13 minutes late. The delay was the result of human error and time constraints due to the regular operation of the vessel. This issue was raised with the owner and the master of the vessel who were given a warning and reminded of their responsibilities and obligations. Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required
44-038	Netherlands	Fortunagracht	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel.	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: Investigations have confirmed that although the notification was duly provided, it was not submitted at least 72 hours in advance of the intended transhipment. The notification was provided 3 hours and 18 minutes late.	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			The Secretariat received a notification on 19:18 UTC 23 May 2025 from the Fortunagracht notifying its intention to tranship Krill with the Antarctic Endurance at 16:00 UTC 26 May 2025. Time difference: 68 hours 42 minutes	The delay was the result of human error and time constraints due to the regular operation of the vessel. This issue was raised with the owner and the master of the vessel who were given a warning and reminded of their responsibilities and obligations Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-039	Netherlands	Fortunagracht	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transshipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 13:29 UTC 15 March 2025 from the Fortunagracht notifying its intention to tranship krill with the Antarctic Endurance at 12:00 UTC 18 March 2025. Time difference: 70 hours 31 minutes	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: Investigations have confirmed that although the notification was duly provided, it was not submitted at least 72 hours in advance of the intended transshipment. The notification was provided 1 hour and 29 minutes late. The delay was the result of human error and time constraints due to the regular operation of the vessel. This issue was raised with the owner and the master of the vessel who were given a warning and reminded of their responsibilities and obligations. Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-040	Netherlands	Fortunagracht	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transshipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 19:17 UTC 10 April 2025 from the Fortunagracht notifying its intention to tranship krill with the Antarctic Sea at 17:00 UTC 13 April 2025. Time difference: 69 hours 43 minutes	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: Investigations have confirmed that although the notification was duly provided, it was not submitted at least 72 hours in advance of the intended transshipment. The notification was provided 2 hours and 17 minutes late. The delay was the result of human error and time constraints due to the regular operation of the vessel. This issue was raised with the owner and the master of the vessel who were given a warning and reminded of their responsibilities and obligations. Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required
44-041	Netherlands	Fortunagracht	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transshipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 17:10 UTC 12 May 2025 from the Fortunagracht notifying its intention to	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: Investigations have confirmed that although the notification was duly provided, it was not submitted at least 72 hours in advance of the intended transshipment. The notification was provided 6 hours and 10 minutes late. The delay was the result of human error and time constraints due to the regular operation of the vessel. This issue was	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			tranship krill and supplies with the Saga Sea at 11:00 UTC 15 May 2025. Time difference: 65 hours 50 minutes	raised with the owner and the master of the vessel who were given a warning and reminded of their responsibilities and obligations. Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-042	Norway	Antarctic Endurance	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 18:48 UTC 23 May 2025 from the Antarctic Endurance notifying its intention to tranship Krill with the Fortunagracht at 16:00 UTC 26 May 2025. Time difference: 69 hours 12 minutes	Norway confirms that the vessel did not provide the notification to the Secretariat at least 72 hours in advance of the intended transhipment operation due to a human error. Regarding the compliance status, we consider this case of non-compliance to constitute a minor infringement (Level 1) if assessed in isolation. However, as several incidents of non-compliance with CM 10-09 have been identified, we suggest assigning the status Non-compliant Level 2. Preliminary Status: Non-compliant (Level 2)	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.13
44-043	Norway	Antarctic Endurance	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of	Norway confirms that the vessel did not provide the notification to the Secretariat at least 72 hours in advance of the intended transhipment operation due to a human error. Regarding the compliance status, we consider this case of non-compliance to	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.13

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 12:24 UTC 15 March 2025 from the Antarctic Endurance notifying its intention to tranship krill with the Fortunagracht at 12:00 UTC 18 March 2025. Time difference: 71 hours 36 minutes	constitute a minor infringement (Level 1) if assessed in isolation. However, as several incidents of non-compliance with CM 10-09 have been identified, we suggest assigning the status Non-compliant Level 2. Preliminary Status: Non-compliant (Level 2)		
44-044	Norway	Antarctic Sea	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 12:44 UTC 19 May 2025 from the Antarctic Sea notifying its intention to tranship krill and supplies with the Fortunagracht at 12:00 UTC 22 May 2025. Time difference: 71 hours 16 minutes	Norway confirms that the vessel did not provide the notification to the Secretariat at least 72 hours in advance of the intended transhipment operation due to a human error. Regarding the compliance status, we consider this case of non-compliance to constitute a minor infringement (Level 1) if assessed in isolation. However, as several incidents of non-compliance with CM 10-09 have been identified, we suggest assigning the status Non-compliant Level 2. Preliminary Status: Non-compliant (Level 2)	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.13
44-045	Norway		CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of	Norway confirms that the vessel did not provide the notification to the Secretariat at least 72 hours in advance of the intended transhipment operation due to a human error. Regarding the compliance status, we consider this case of non-compliance to	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.13

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 18:41 UTC 26 July 2024 from the Antarctic Provider notifying its intention to tranship Krill, Fuel, supply, provisions and personnel with the Saga Sea at 01:00 UTC 29 July 2024. Time difference: 54 hours 19 minutes	constitute a minor infringement (Level 1) if assessed in isolation. However, as several incidents of non-compliance with CM 10-09 have been identified, we suggest assigning the status Non-compliant Level 2. Preliminary Status: Non-compliant (Level 2)		
44-046	Norway		CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 18:46 UTC 26 July 2024 from the Antarctic Provider notifying its intention to tranship Krill, Fuel, supply, provisions and personnel with the Antarctic Sea at 01:00 UTC 29 July 2024. Time difference: 54 hours 14 minutes	Norway confirms that the vessel did not provide the notification to the Secretariat at least 72 hours in advance of the intended transhipment operation due to a human error. Regarding the compliance status, we consider this case of non-compliance to constitute a minor infringement (Level 1) if assessed in isolation. However, as several incidents of non-compliance with CM 10-09 have been identified, we suggest assigning the status Non-compliant Level 2. Preliminary Status: Non-compliant (Level 2)	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.13
44-047	Panama	Frio Hellenic	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification	Panama confirms that the activity initially notified by the vessel FRIO HELLENIC on 2 August 2024 at 16:10 UTC was rescheduled due to adverse weather conditions and subsequently reported to the Competent Authority and the	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 16:10 UTC 02 August 2024 from the Frio Hellenic notifying its intention to tranship Krill with the Shen Lan at 10:00 UTC 05 August 2024. Time difference: 65 hours 50 minutes	Secretariat of the Commission on 5 August 2024 at 12:28 UTC. Consequently, the vessel submitted a new notification with a scheduled date of 9 August 2024 at 10:00 UTC. For this activity, the vessel FRIO HELLENIC complied with the minimum 72-hour advance notice requirement established under paragraph 2 of Conservation Measure 10-09. Attached is an email and notification template that proves compliance (Annex 1.1 y 1.2). Preliminary Status: Compliant		
44-048	Panama	Frio Poseidon	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 21:25 UTC 21 April 2025 from the Frio Poseidon notifying its intention to tranship krill with the Sae In Leader at 10:00 UTC 23 April 2025. Time difference: 36 hours 35 minutes	Panama acknowledges the information provided by the CCAMLR Secretariat and confirms that, according to the notification records received, the communication submitted by the vessel FRIO POSEIDON did not comply with the minimum 72-hour advance notice required under paragraph 2 of Conservation Measure 10-09. Accordingly, this non-compliance has been referred to the Enforcement Department of the competent Panamanian authority for the initiation of an administrative investigation in order to determine responsibilities and, if applicable, impose the sanctions established under national legislation. Panama will keep the Commission and its Members informed of the final outcome of this process.	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-049	Russian Federation	Atmoda	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 14:16 UTC 01 May 2025 from the Atmoda notifying its intention to tranship fuel with the Sealion at 23:00 UTC 03 May 2025. Time difference: 56 hours 44 minutes	По итогам детального расследования выявлено, что причина отклонения по времени вызвана техническими проблемами с передачей данных и человеческим фактором. A detailed investigation has revealed that a deviation from the timeframe had been caused by technical data transmission issues and human error. Further Action: не требуется. Not required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required
44-050	Russian Federation	Pamyat Iliche	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 17:27 UTC 15 June 2025 from the Pamyat Iliche notifying its intention to tranship	Проведено расследование данного случая и по итогам выявлено следующее. 15.06.2025 с судна "Память Ильича" направлено сообщение в 14.27 LT о планируемой на 18.06.2025 работе в 01.00 UTC приём топлива с Sealion. Вместе с тем из-за ухудшения погодных условий (с учетом прогноза погоды) во избежания риска безопасности мореплавания капитан принял решения о корректировки сроков необходимости. 16.06.2025 отправлено уведомление в 15.46 (UTC -3) в котором указывается,	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			fuel with the Sealion at 01:00 UTC 18 June 2025. Time difference: 55 hours 33 minutes	что из-за непогоды приём топлива с Sealion будет 17.06.2025 в 01.00 UTC, т.е. на сутки раньше (из-за непогоды). В виду нарушения установленных сроков, судовладельцу вынесено предупреждение в части контроля действия на судах при проведении операций в море. This matter was investigated, and the following findings were made. On 15.06.2025 at 14.27 LT a notification had been sent from the vessel Pamyat Ilichea informing about the intended refuelling from Sealion that had to take place on 18.06.2025 at 01.00 UTC. However, due to deteriorating weather conditions (taking into account the weather forecast) and in order to avoid risks to maritime safety, the skipper made a decision to adjust the relevant deadlines. On 16.06.2025 at 15.46 (UTC -3) a notification was sent stating that due to the poor weather conditions refuelling from Sealion was to take place on 17.06.2025 at 01.00 UTC, that is, one day early (due to adverse weather). Given the violation of the established deadlines, the shipowner was issued a warning regarding the control of the on-board actions during at-sea operations. Further Action: Не требуются Not required		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-051	Russian Federation	Pamyat Kirova	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 10:09 UTC 25 March 2025 from the Pamyat Kirova notifying its intention to tranship krill with the Fu Xing Hai at 10:00 UTC 28 March 2025. Time difference: 71 hours 51 minutes	По итогам детального расследования выявлено, что причина отклонения по времени вызвана техническими проблемами с передачей данных и человеческим фактором. A detailed investigation has revealed that a deviation from the timeframe had been caused by technical data transmission issues and human error. Further Action: Не требуется. Not required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required
44-052	Ukraine		CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transhipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 16:08 UTC 31 Jan 2025 from the Simeiz notifying its intention to tranship bait and a mainline with the Calipso at 17:00 UTC 02 Feb 2025.	SIMEIZ and CALIPSO failed to submit the notifications earlier. The shipowner was reminded of the need to strictly comply with the requirements of the CCAMLR Conservation Measures and was obliged to conduct additional training for vessel's crews. Further Action: Additional trainings introduced. Additional check-list implemented. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			Time difference: 48 hours 52 minutes			
44-053	Vanuatu	Hai Feng 678	CM 10-09, paragraph 2, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 72 hours in advance if any of its vessels intend to tranship within the Convention Area. CM 10-09, paragraph 3 clarifies that that this notification requirement covers the transshipment of harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received a notification on 10:32 UTC 04 April 2025 from the Hai Feng 678 notifying its intention to tranship krill and fuel with the Hua Xiang 9 at 10:00 UTC 6 April 2025. Time difference: 47 hours 28 minutes	As per our investigation, HAI FENG 678 in fact sent notification notice email on 1st Apr 2025. Due to poort sarellite signal sometimes even no signal in some area of Antarctic, the email was actually send unsuccessfully. When captain found this failure and resent email again, time already comes to 04 Aug 2025. That's why in the email the sending time shows UTC time 10:31 04 Apr 2025. According to the confirmation notice, the actually transshipment start time was 12:10 06 Apr 2025, and finish time was 17:00 08 Apr 2025. The time difference between emial sending and actual transshipment start time is only about 60 hours 40 miniuts, indeed less than 72 hours. We're sorry about this case, the Capitain only remembered that he sent email on 01 Apr 2025 but neglect the real eail resending time was actually on 04 Apr 2025. We have warned the operator of HAI FENG 678 and her captain to be more carefully when sending the notification email. daily check the status of email system, make sure such case will never happen again. Sincerely sorry for any inconvenience that brought to you.	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.13

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
Preliminary Status: Nil Response						
44-054	China	Shen Lan	CM 10-09, paragraph 3, states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 2 hours in advance from the transshipment of items other than harvested marine living resources, bait or fuel. The Secretariat received notification from the Chinese-flagged vessel the Shen Lan on 11:41 UTC 16 Feb 2025 of their intended transshipment of crew at 12:00 UTC 16 Feb 2024. Time difference: 19 minute	In accordance with CM 10-09, paragraph 3 states that each Flag State shall notify the Secretariat at least 2 hours in advance of the transshipment of items other than harvested marine living resources, bait or fuel. In accordance with CM 10-09, footnote 1 “Transshipment means the transfer of harvested marine living resources and any other goods or materials to or from fishing vessels”. The definition of transshipment does not include the transfer of personnel. The submitted personnel notification is voluntary.	Compliant	No further action required
Preliminary Status: Compliant						
44-055	China	Fu Xing Hai	CM 10-09, paragraph 5, states that each Flag State shall confirm the information provided for a transshipment in accordance with paragraphs 2 or 3 to the Secretariat within 3 working days of having transhipped. The Secretariat received a confirmation from China on 03:56 UTC 13 August 2024 of the Fu Xing Hai's transshipment of fuel from 16:24 UTC 06 August 2024 - 07:00 UTC 07 August 2024 with the Jason. Confirmation was received 4 working days after the transshipment.	FU XING HAI started the bunkering with JASON at 16:24 August 6th 2024 and finished it at 07:00 August 7th 2024 (UTC). The confirmation was sent to her company at 13:40 8th 2024 (UTC). Unfortunately, the data manager of the company was ill at that time. This is the reason for the late confirmation. Further Action: China will strictly submit the transshipment notifications and confirmations in accordance with CM 10-09 to prevent similar issues from happening. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-056	Korea, Republic of	Sae In Leader	CM 10-09, paragraph 5, states that each Flag State shall confirm the information provided for a transshipment in accordance with paragraphs 2 or 3 to the Secretariat within 3 working days of having transhipped. The Secretariat received a notification on 01:08 UTC 14 June 2025 from the Sae In Leader notifying its intention to tranship Fuel with the Sealion at 13:00 UTC 19 June 2025. No confirmation has been received by the Sae In Leader or Korea	Due to the change of the bunkering vessel, the initial advance report sent on 14 June (MT SEALION, MGO 600KL) was amended on 15 June to reflect the change of the fuel supply vessel (MV PAMYAT ILICHA, MGO 600KL). Subsequently, the bunkering took place on June 21 and completion of bunkering was reported (MV PAMYAT ILICHA, MGO 600KL) on the same day. 3) Detailed Circumstances: While operating in FAO Area 48.2, the SAE IN LEADER submitted on 14 June at 01:08 UTC the initial 72-hour advance transshipment report (plan to transship 600MT of krill and 45MT of krill meal to MV TAGANROGSKIY ZALIV on 22 June UTC) and, at 01:09 UTC the same day, the initial 72-hour advance bunkering report (plan to receive 600KL MGO from MT SEALION on 19 June UTC), in preparation for the anticipated transshipment and bunkering around 20 June. On the following day, due to changes in the carrier vessel's schedule, the originally planned separate bunkering and transshipment operations were combined into one vessel. Accordingly, on 15 June at 23:14 UTC, the first amendment report was submitted (plan to transship 600MT of krill and receive 600KL MGO from MV PAMYAT ILICHA on 21 June UTC).	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				Later, after coordination with the carrier vessel, changes occurred in the transshipment volume, the scheduled date/time, and the position. Two additional amended reports were submitted on 19 June, and finally, on 21 June at 12:01 UTC, the completed transshipment and bunkering report was submitted (859.35MT krill, 48.8MT krill meal, and 600KL MGO). It is therefore considered that all changes and completions were duly reported. Chronological Summary of Reports by SAE IN LEADER A. 72 HOURS PRIOR TRANSSHIPMENT REPORT: UTC 2025.06.14 01:08 B. 72 HOURS PRIOR BUNKERING REPORT: UTC 2025.06.14 01:09 C. CHANGE 72 HOURS PRIOR TRANSSHIPMENT & BUNKERING REPORT: UTC 2025.06.15 23:14 D. CHANGE 72 HOURS PRIOR TRANSSHIPMENT & BUNKERING REPORT: UTC 2025.06.19 11:13 E. CHANGE 72 HOURS PRIOR TRANSSHIPMENT & BUNKERING REPORT: UTC 2025.06.19 12:06 F. COMPLETED TRANSSHIPMENT & BUNKERING REPORT: UTC 2025.06.21 12:01 Further Action: no further action required Preliminary Status: Compliant		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-057	Korea, Republic of	Sein Honor	CM 10-09, paragraph 5, states that each Flag State shall confirm the information provided for a transshipment in accordance with paragraphs 2 or 3 to the Secretariat within 3 working days of having transhipped. The Secretariat received a notification on 17:34 UTC 30 May 2025 from the Sein Honor notifying its intention to tranship Fuel with the Pamyat Ilichia at 13:00 UTC 05 June 2025. No confirmation has been received by the Sein Honor or Korea	The vessel notified its intention to fuel and transfer a worker with the PAMYAT ILLICHA. However, due to some technical issues of the PAMYAT ILLICHA, the fueling was canceled and only the transfer of the work took place. Paragraph 5 stipulates that "Within three (3) working days of any of its vessels having transhipped within the Convention Area, each Flag State shall confirm the information provided in accordance with paragraphs 2 or 3 to the Secretariat" As no fueling took place, and the transfer of a person does not constitute "transshipping" as per footnote 1 (Transshipment means the transfer of harvested marine living resources and any other goods or materials to or from fishing vessels) the vessel had not "transshipped." The obligation to notify any changes within three days gets triggered from the point when a vessel has "transshipped" and therefore the vessel is not obliged to report the cancellation. If the intention is to require a vessel to notify a cancellation within 3 days, the language of the CM should be revised to clarify that. Further Action: No further action required Preliminary Status: Compliant	Compliant	No further action required
44-058	Netherlands	Fortunagracht	CM 10-09, paragraph 5, states that each Flag State shall confirm the information provided for a transshipment in accordance with paragraphs 2 or 3 to the Secretariat	Response submitted to the Secretariat by the European Union (EU) via email: Investigations have confirmed that although the notification was duly	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			within 3 working days of having transhipped. The Secretariat received a confirmation from the Fortunagracht on 18:36 UTC 05 June 2025 of its transhipment of krill, supplies, provisions from 09:00 28 May 2025 - 22:40 UTC 29 May 2025 with the Antarctic Endurance. Confirmation was received 4 working days after the transhipment.	provided, it was not submitted within 3 working days after transhipment. The notification was provided 1 working day late. The delay was the result of human error and time constraints due to the regular operation of the vessel. This issue was raised with the owner and the master of the vessel who were given a warning and reminded of their responsibilities and obligations. Further Action: No further action required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
44-059	Norway	Antarctic Endurance	CM 10-09, paragraph 5, states that each Flag State shall confirm the information provided for a transhipment in accordance with paragraphs 2 or 3 to the Secretariat within 3 working days of having transhipped. The Secretariat received a confirmation from the Antarctic Endurance on 18:10 UTC 05 June 2025 of its transhipment of krill, supplies, provisions from 09:00 28 May 2025 - 22:40 UTC 29 May 2025 with the Fortunagracht. Time difference: 6 days 19h 30 min	Norway confirms that the vessel did not provide the required confirmation for the transhipment of a trawl net within 3 working days of having transhipped due to a human error. Regarding the compliance status, we consider this case of non-compliance to constitute a minor infringement (Level 1) if assessed in isolation. However, as several incidents of non-compliance with CM 10-09 have been identified, we suggest assigning the status Non-compliant Level 2. Preliminary Status: Non-compliant (Level 2)	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.16

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-060	Norway		CM 10-09, paragraph 5, states that each Flag State shall confirm the information provided for a transhipment in accordance with paragraphs 2 or 3 to the Secretariat within 3 working days of having transhipped. The Secretariat received a confirmation from the Norwegian flagged Antarctic Provider on 17:56 UTC 06 June 2025 of the transhipment of a trawl net from 10:30 - 13:00 UTC 08 May 2025 with the Antarctic Sea. Confirmation was received 20 working days after the transhipment.	Norway confirms that the vessel did not provide the required confirmation for the transhipment of a trawl net within 3 working days of having transhipped due to a human error. Regarding the compliance status, we consider this case of non-compliance to constitute a minor infringement (Level 1) if assessed in isolation. However, as several incidents of non-compliance with CM 10-09 have been identified, we suggest assigning the status Non-compliant Level 2. Preliminary Status: Non-compliant (Level 2)	Minor non-compliant (Level 1)	See paragraph 4.1.16
44-061	Russian Federation	Pamyat Ilich	CM 10-09, paragraph 5, states that each Flag State shall confirm the information provided for a transhipment in accordance with paragraphs 2 or 3 to the Secretariat within 3 working days of having transhipped. The Secretariat received a confirmation from the Pamyat Ilich on 21:16 UTC 02 June 2025 of the transhipment of fuel, spare parts and provisions from 15:55 - 21:40 UTC 20 May 2025 with the Fu Xing Hai. Confirmation was received 9 working days after the transhipment.	По итогам детального расследования выявлено, что причина отклонения по времени вызвана техническими проблемами с передачей данных и человеческим фактором. A detailed investigation has revealed that a deviation from the timeframe had been caused by technical data transmission issues and human error. Further Action: не требуется Not required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-062	Russian Federation	Pamyat Ilich	CM 10-09, paragraph 5, states that each Flag State shall confirm the information provided for a transhipment in accordance with paragraphs 2 or 3 to the Secretariat within 3 working days of having transhipped. The Secretariat received a confirmation from the Pamyat Ilich on 21:16 UTC 02 June 2025 of the transhipment of Krill from 15:00 UTC 20 May 2025 - 04:40 UTC 22 May 2025 with the Fu Xing Hai. Confirmation was received 7 working days after the transhipment.	По итогам детального расследования выявлено, что причина отклонения по времени вызвана техническими причинами и человеческим фактором. В связи со сложной навигационной обстановкой: большого количества айсбергов, льда, прохождения узкостей-проливов капитан первоочередно обеспечивал безопасность мореплавания и, как результат, своевременно не проконтролировал подачу уведомления об окончании грузовых операций. A detailed investigation has revealed that a deviation from the timeframe had been caused by technical data transmission issues and human error. Due to a difficult navigational situation: a large number of icebergs, ice, and the need to pass through narrows and straits, the skipper gave priority to ensuring maritime safety and, as a result, failed to supervise the submission of a notification concerning the completion of freight operations in a timely manner. Further Action: не требуется. Not required Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required
44-063	Panama	Frio Hellenic	CM 10-09, paragraph 8 , prohibits a vessel to tranship within the Convention	Panama confirms that the vessel FRIO HELLENIC submitted to the Competent Authority and the Secretariat of the	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			Area where a prior notification has not been provided. The Secretariat received a confirmation on 11 Aug 2024 10:05 UTC from the Frio Hellenic confirming its transshipment of crew with the Shen Lan on 10 August 2024. No prior notification was provided.	Commission, on 2 August 2024 at 16:09 UTC, the prior notification of the transfer of one crew member to be carried out with the vessel Shen Lan, together with the possible transshipment of product. Accordingly, the vessel FRIO HELLENIC complied with the requirements of paragraph 8 of Conservation Measure 10-09. Attached is an email and notification template that proves compliance (Annex 2.1 y 2.2). Preliminary Status: Compliant		
44-064	Russian Federation	Pamyat Ilich	CM 10-09, paragraph 8, prohibits a vessel to tranship within the Convention Area where a prior notification has not been provided. The Secretariat received a notification on 17:34 UTC 30 May 2025 from the Sein Honor notifying its intention to tranship Fuel with the Pamyat Ilich at 13:00 UTC 05 June 2025. No notification has been received by the Pamyat Ilich or Russia.	Проведено расследование данного случая и по итогам выявлено следующее. Сообщение о предстоящей работе: выдача топлива/приём пассажиров с Sein Honor отправлено 30.05.2025 в 15.20 LT (UTC -3). Вместе с тем, судовладелец "Память Ильича" информировал Sein Honor, что по техническим причинам отсутствует возможность выдачи топлива. 07.05.2025 суда ошвартовались, получили только пассажиров. Топливо не выдавалось. 07.06.2025 отправлено сообщение в 17.56 LT приём пассажиров с Sein Honor, выдачу топлива не осуществляли по техническим причинам. Согласно сноске 1 к пункту 2 МС 10-09 под перегрузкой понимается перемещение добытых морских живых ресурсов и любых других товаров или	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				материалов с одного судна на другое. Пересадка только пассажиров не подпадает под понятие перегрузка, как обозначено в MC 10-09. This matter was investigated, and the following findings were made. A notification of intended operations: fuel delivery/passengers boarding from Sein Honor had been sent on 30.05.2025 at 15.20 LT (UTC -3). At the same time the Pamyat Ilich vessel owner had informed Sein Honor that no fuel could be dispensed for technical reasons. On 07.05.2025 the vessels moored and received passengers only. No fuel was dispensed. On 07.06.2025 at 17.56 LT the following notification was sent: passengers transferred from Sein Honor; no fuel dispensed for technical reasons. As per Footnote 1 to paragraph 2, CM 10-09 “Transshipment means the transfer of harvested marine living resources and any other goods or materials to or from fishing vessels”. Under CM 10-09 transfer of passengers only does not constitute a transshipment. Preliminary Status: Compliant		
44-065	Vanuatu	Hai Feng 688	CM 10-09, paragraph 8, prohibits a vessel to tranship within the Convention Area where a prior notification has not been provided. The Secretariat received a confirmation on 11 March 2025 07:11 UTC from the Hai	We confirm that the notification notice email sent by HAI FENG 688 was received at UTC time 17:24 01 Mar 2025, this email was also copied to fmc@ccamlr.org and data@ccamlr.org	Compliant	See paragraph 4.1.17

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			Feng 688 confirming its transshipment of Krill with the Hua Xiang 9 on 9-10 March 2025. No prior notification was provided.	The Confirmation notice email sent by HAI FENG 688 was received at UTC time 07:11 11 Mar 2025, this email was also copied to fmc@ccamlr.org and data@ccamlr.com Due to the force majeure factors, the actual transshipment with HUA XIANG 9 delayed from 5th March to 9th - 10th March. Preliminary Status: Nil Response		
CM 22-08						
44-066	Korea, Republic of	Hong Jin No. 701	CM 22-08, paragraph 1, prohibits fishing in exploratory fisheries for <i>Dissostichus</i> spp. in depths shallower than 550 m. The Hong Jin No 701 whilst participating in the exploratory <i>Dissostichus mawsoni</i> fishery in Subarea 88.1 as per CM 41-09, reported the depth of fishing as 540 metres at the end of the line when setting haul 33 on 26 Dec 2024.	Upon reviewing the C2 data, it was determined that for Haul 33, the number of droppers (540) was mistakenly entered in the depth field, incorrectly recording the depth as 540m. For this haul, 12 hooks were attached to each dropper, resulting in a total of 12 hooks x 540 droppers = 6,480 hooks being set. (※ Reference 2-2) Furthermore, as the start position of the line for Haul 53 is nearly identical to the end position of the line for Haul 33, the depth was checked and confirmed to be recorded as 715m. (※ Reference 2-3) In addition, the VME data for Haul 33 also indicates that the depth was between 1284m and 695m. (※ Reference 2-4) Conclusion: After reviewing this case, it is clear that the misunderstanding arose from a typographical error during the C2 data entry. By comparing the depth information for the same location and reviewing the VME data, we can prove that no fishing activity was conducted within the 550m depth limit that was cited as the violation.	Compliant	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				Nonetheless, the government instructed the operator to ensure that the crews on all their vessels to minimize such errors in C2 data entry in the future. Further Action: As this is compliant, no action is required Preliminary Status: Compliant		
CM 26-01						
44-067	Namibia	Helena Ndume	CM 26-01, paragraph 8, prohibits the discharging or discharging of offal or discards south of 60°S. Section 7.3 of the Commercial Data Collection Manual – Longline Fisheries – Version 2023, states that any species that is caught and retained on the vessel for discard at a later date shall be reported in the C2 data as "Retained" and any species landed on the vessels and then discarded overboard without processing is to be reported as "Discarded". From 03 Dec 2024 to 15 Jan 2025 the Helena Ndume reported in their C2 data discarding south of 60°S 415 individuals of Rajidae.	Namibia can confirm that no discarding took place rather the live release of 410 RAJ species. The report from the Ukrainian International Observer confirms that all skates were returned to sea alive and all other offal/bycatch was strictly retained on board and only discharged north of 60 degrees south. Preliminary Status: Compliant	Compliant	No further action required
44-068	Norway	Antarctic Endurance	CM 26-01, paragraph 8, prohibits the discharging or discharging of offal or discards south of 60°S. The SISO observer on the Norwegian flagged Antarctic Endurance reported in	The incident described in the observer report occurred during factory cleaning. A small amount of krill was discharged when the screen mesh was removed from the scupper for cleaning. The screen mesh	Minor non-compliant (Level 1)	No further action required

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			observer trip report number 2504 in Subareas 48.1 and 48.2, the following: Section 6.3 - comments "On 20/04/2024, the observer saw a small amount of offal being released with the stickwater of the vessel, this was due to a mesh trap on the factory being removed. The vessel was notified, and the scupper was refitted to stop the offal release."	was immediately reinstalled, whereupon the discharge of offal ceased. Preliminary Status: Minor non-compliant (Level 1)		
CM 31-01						
44-069	United Kingdom	Argos Helena	As stated in COMM CIRCs 25/65: CM 31-01 states that for each fishing season the Commission shall establish such limitations or other measures, as necessary, around South Georgia (Subarea 48.3). Argos Helena was identified fishing for <i>Dissostichus eleginoides</i> in Subarea 48.3 in 2025 which Comm Circ 25/65 alleges is contrary to CM 31-01. A response from the United Kingdom has been circulated in COMM CIC 25/71. This event is considered further on the Draft IUU Vessel List (COMM CIRC 25/66).	The UK rejects the assertions contained in COMM CIRC 25/65 concerning the compliance of the Argos Helena and Nordic Prince with Conservation Measure 31-01. COMM CIRCs 22/39, 22/51, 22/69, 23/39, 24/69 and 25/71 set out the UK's consistent position in regard to the Patagonian toothfish fishery in the part of the proclaimed maritime zone of South Georgia and the South Sandwich Islands that lies within statistical Subarea 48.3. There is no scientific or legal justification for any Member seeking the closure of the Patagonian toothfish fishery in Subarea 48.3. All Members of the Commission, apart from Russia, agreed that the proposed catch limit and terms on which Conservation Measure 41-02 was to be re-adopted at CCAMLR-43 were consistent with the best available science and in		See paragraphs 4.1.20 – 4.1.25

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				accordance with the CCAMLR decision rules. In relation to Conservation Measure 31-01, this requires CCAMLR to ‘establish such limitations or other measures, as necessary’ for fishing in Subarea 48.3, but does not provide, or imply, that if CCAMLR does not adopt such a measure (even if objectively required), any limitation on fishing will nonetheless come into existence. In connection with this, the UK notes that fishing for toothfish took place in Subarea 48.3 prior to a catch limit being set for that species, including in the years after Conservation Measure 31-01 was adopted. There is no suggestion (such as in the records of meetings at the time) that such fishing prior to the adoption of a catch-limit was contrary to the CAMLR Convention or any Conservation Measure, including Conservation Measure 31-01. For the information of Members, the UK continues to operate the South Georgia toothfish fishery consistently with all relevant CCAMLR Conservation Measures including, but not limited to, Conservation Measure 10-02, Conservation Measure 10-04, Conservation Measure 10-05 and Conservation Measure 23-01. Further Action: None Preliminary Status: Compliant		

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
44-070	United Kingdom	Nordic Prince	As stated in COMM CIRC 25/65: CM 31-01 states that for each fishing season the Commission shall establish such limitations or other measures, as necessary, around South Georgia (Subarea 48.3). Nordic Prince was identified fishing for <i>Dissostichus eleginoides</i> in Subarea 48.3 in 2025 which Comm Circ 25/65 alleges is contrary to CM 31-01. A response from the United Kingdom has been circulated in COMM CIC 25/71. This event is considered further on the Draft IUU Vessel List (COMM CIRC 25/66).	The UK rejects the assertions contained in COMM CIRC 25/65 concerning the compliance of the Argos Helena and Nordic Prince with Conservation Measure 31-01. COMM CIRC 22/39, 22/51, 22/69, 23/39, 24/69 and 25/71 set out the UK's consistent position in regard to the Patagonian toothfish fishery in the part of the proclaimed maritime zone of South Georgia and the South Sandwich Islands that lies within statistical Subarea 48.3. There is no scientific or legal justification for any Member seeking the closure of the Patagonian toothfish fishery in Subarea 48.3. All Members of the Commission, apart from Russia, agreed that the proposed catch limit and terms on which Conservation Measure 41-02 was to be re-adopted at CCAMLR-43 were consistent with the best available science and in accordance with the CCAMLR decision rules. In relation to Conservation Measure 31-01, this requires CCAMLR to 'establish such limitations or other measures, as necessary' for fishing in Subarea 48.3, but does not provide, or imply, that if CCAMLR does not adopt such a measure (even if objectively required), any limitation on fishing will nonetheless come into existence. In connection with this, the UK notes that fishing for toothfish took place in Subarea 48.3 prior to a catch limit		See paragraphs 4.1.20 – 4.1.25

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
				being set for that species, including in the years after Conservation Measure 31-01 was adopted. There is no suggestion (such as in the records of meetings at the time) that such fishing prior to the adoption of a catch-limit was contrary to the CAMLR Convention or any Conservation Measure, including Conservation Measure 31-01. For the information of Members, the UK continues to operate the South Georgia toothfish fishery consistently with all relevant CCAMLR Conservation Measures including, but not limited to, Conservation Measure 10-02, Conservation Measure 10-04, Conservation Measure 10-05 and Conservation Measure 23-01. Further Action: None Preliminary Status: Compliant		
CM 91-05						
44-071	Russian Federation	Alpha Crux	CM 91-05, paragraph 24, requires Flag States to notify the Secretariat prior to entry of their fishing vessels into the MPA. Analysis of VMS data identified that a movement notice had not been provided by the Alpha Crux for entry into RSR MPA SRZ. The Secretariat requested a movement notice from the Russian VMS Contact Officers on 9 December 2024 0357 UTC.	По итогам детального расследования выявлено, что причина отклонения вызвана внешним фактором, а именно: оператор VSAT, предоставляющий компании услугу спутниковой связи, без уведомления судовладельца и экипажа прекратил предоставление услуги. Это невозможное к прогнозированию обстоятельство привело к сбою в обеспечении связи судно-берег, в части передачи	Minor non-compliant (level 1)	See paragraph 4.1.26

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			A movement notification for the Alpha Crux was provided on 9 December 2024 1159 UTC which notified entry into RSR MPA SRZ on 7 December 2024 2347 UTC. Time difference: 36 hours 12 minutes after entry	текстовых сообщений с борта судна в адрес Секретариата. Оперативно уполномоченные службы отреагировали на ситуацию и совместно с береговым техническим персоналом было произведено переключение и настройка судового радиооборудования к другому оператору. В кратчайшие сроки повторное уведомление было направлено в Секретариат АНТКОМ в установленном порядке. A detailed investigation revealed that the deviation was caused by an external factor, namely: the VSAT satellite communications service provider working with the company terminated the service without notifying the shipowner and crew. This unforeseeable circumstance led to a failure in ship and shore communications, specifically in terms of text messages transmission from the ship to the Secretariat. The authorised authorities responded promptly to the situation and, together with the shore-based technical personnel, configured the onboard radio equipment to switch to a different provider. The repeat notification was sent to the CCAMLR Secretariat as soon as possible as per the established procedure. Preliminary Status: Compliant		

Summary CCAMLR Compliance Report 2024/2025 Part B

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
CM 10-10						
44-072	Peru		CM 10-10, paragraph 1, notes that the draft CCAMLR Compliance Report shall include ... issues noted by the Commission as requiring additional information from a Contracting Party in the previous year's CCAMLR Compliance Report. For the following compliance issues under CM 10-05, CC-43 was able to reach a common understanding on needing additional information as no response to the draft compliance report was provided. Peru provided additional information in Comm Circ 24/118. The compliance event considered by SCIC-2024 was: CM 10-05, paragraph 6, requires that each Contracting Party and non-Contracting Party cooperating with CCAMLR by participating in the CDS shall require that each shipment of <i>Dissostichus</i> spp. imported into, or exported or re-exported from its territory be accompanied by a DED or DRED. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. The import, export or re-export of <i>Dissostichus</i> spp. without a DED or DRED is prohibited. CM 10-05, paragraph 7, requires that DEDs and DREDs must be completed as described in Annex 10-05/A. The use of the e-CDS to generate, validate and complete a DED and/or a DRED is mandatory. A DED and/or DRED is not	Nil Response	Minor non-compliant (level 1)	See paragraphs 4.1.27-28

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			completed nor validated in the eCDS without the verification provided by a government official at section 5 of the DED template ("step 4: Export state confirmation" in eCDS). Without this validation the import State will not have access to the document in the eCDS. Analysis of the eCDS data has identified Peru validated 6 DEDs after the declared export date. Therefore these shipments did not have a completed DED available to accompany them at the time of export. The identified DEDs account for 6 % of Peru's exports and <1 % of all CDS exports. The time difference between the export and validation for the identified documents are: 3 DEDs were issued between 1 - 5 days after declared export date 1 DED was issued between 3 - 5 days after declared export date 1 DED was issued between 11 - 20 days after declared export date 1 DED was issued between 21 - 50 days after declared export date			
44-073	Vanuatu	Hai Feng 718	CM 10-10, paragraph 1, notes that the draft CCAMLR Compliance Report shall include ... issues noted by the Commission as requiring additional information from a Contracting Party in the previous year's CCAMLR Compliance Report. For the following compliance issue under CM 10-09, CC-43 was able to reach a common understanding on needing additional information to clarify when the transshipment notification email was sent to the Secretariat.	We confirm that the notification notice email sent by HAI FENG 718 was received at UTC time 07:54 03 Feb 2024, this email was also copied to fmc@ccamlr.org and data@ccamlr.org The Confirmation notice email sent by HAI FENG 718 was received at UTC time 12:43 09	Compliant	See paragraphs 4.1.29-30

#	Party	Vessel	Implementation summary – Secretariat	Response – Contracting Party	Status	SIC Response
			The Secretariat requested the information on 21 January 2025, 10 June 2025 and 1 July 2025. Vanuatu has not responded to any of these emails. The compliance event considered by SCIC-2024 was: CM 10-09, paragraph 8, prohibits a vessel to tranship within the Convention Area where a prior notification has not been provided. The Secretariat received a confirmation on 9 Feb 2024 1243 UTC from the Hai Feng 718 confirming its transhipment of Krill and Fuel with the Hua Xiang 9 from 07 - 08 Feb 2024. No prior notification was provided.	Feb 2024, this email was also copied to fmc@ccamlr.org and data@ccamlr.com Preliminary Status: Nil Response		

Proposed Contracting Party IUU Vessel List 2025/26 (Conservation Measure 10-06)

No changes recommended by SCIC to the existing [2024/25 CP IUU Vessel List](#)

PRÉLIMINAIRE

Proposed Non-Contracting Party IUU Vessel List 2025/26 (Conservation Measure 10-07)

No changes recommended by SCIC to the existing [2024/25 NCP IUU Vessel List](#)

Secretariat Tasking

SCIC agenda item	Topic	Task	SCIC report reference
3.1	e-CDS resource development	SCIC requested the Secretariat continue the development of e-learning CDS modules in 2026 and 2027.	10 (i)
3.1	e-CDS resource development	Requested that the Secretariat develop a workplan in the intersessional period on how this could be implemented in 2027.	10 (i)
3.1	CDS-related Cape Town workshop recommendations	Tasked the Secretariat to make the necessary arrangements and to report back on the implementation of the CDS-related recommendations at SCIC 2026.	15
3.2	Inspection resources intersessional panel	SCIC tasked the Secretariat with making the necessary arrangements to facilitate and support the work of the panel.	21
3.2	Electronic reporting project High priority	SCIC requested that further development take into account integration with internal CCAMLR data holdings, the need for offline data entry capability and consideration of interoperability with relevant external data systems, including the GIES under the PSMA.	23
3.2	AIS and port inspection data holdings proxy analysis	SCIC recognised the usefulness of this analysis and recommended that the Secretariat undertake it on an annual basis. The AIS and port inspection analysis would be reviewed annually for its applicability. SCIC further noted that future analyses should acknowledge the limitations in the accuracy of AIS data and confirmed that such analyses are not to be used for compliance purposes.	25
3.3	Automated VMS movement notifications High priority	SCIC endorsed the Secretariat's continued work to develop an automated VMS movement notification as a matter of priority and highlighted its potential benefits.	29
3.3	Inmarsat	SCIC endorsed the Secretariat's recommendation to discontinue paying for Inmarsat position reports from the	30

		2025/2026 season forward and have Contracting Parties with vessels continuing to report to CCAMLR via the Inmarsat email address to ensure that these positions are redirected, or that vessel operators are instructed to undertake this action.	
3.7	NCP Engagement – Kuwait and UAE	SCIC noted the positive engagement from Kuwait and the United Arab Emirates (UAE) and tasked the Secretariat with continuing to foster these dialogues and others in interested NCPs in the Middle East region. Additionally, SCIC also endorsed the continued engagement with NCPs in the Southeast Asia region	51
3.7	Transshipment NCP strategy	SCIC noted the importance of transshipment in the context of NCP engagement and requested the Secretariat to engage with NCPs that provide transshipment services in the Convention Area to support their understanding of and compliance with CCAMLR Conservation Measures.	52
4	Open-source data analysis and CCEP	In relation to the use of open-source data by the Secretariat within the CCEP, SCIC noted that such data should be objective and reliable before being used for compliance analysis. SCIC requested that the Secretariat further explore this recommendation and provide additional information to SCIC in 2026.	104
5.1	Unidentified gear workplan	SCIC considered the update provided by the Secretariat on the workplan to address unidentified fishing gear in the Convention Area. SCIC acknowledged the progress made in this area and endorsed the extension of the workplan for 2026-2027.	148
6	Fishing notifications High priority	SCIC requests assurances from Ecuador that they will exercise their Flag State responsibilities through implementation of the appropriate monitoring and control measures of the vessel, that the master, charterer, owner, and any beneficial owners have no association with IUU fishing, and that Altar 45 will not carry gillnets while operating within the Convention Area. SCIC tasked the Secretariat to contact Ecuador in this regard	183